

QUESTION 1

**SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE
OU D'UNE SOCIÉTÉ RELEVANT DU MINISTÈRE DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES**

Le Ministère n'a pas créé de société (OSBL).

Le Ministère n'a pas reçu d'information de la part d'un employé, à l'effet qu'il a créé une société (OSBL).

QUESTION 2

**COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES RÉALISÉES DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2004
CONCERNANT LA RÉGIONALISATION, LA DÉCONCENTRATION DES EFFECTIFS ET
PROGRAMMES DU MINISTÈRE ET/OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI**

Aucune étude, scénario et/ou analyse n'ont été réalisés concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du Ministère. Les services du MICC sont largement régionalisés sur le territoire et offerts en complémentarité avec une large gamme de partenaires régionaux.

De plus, ainsi que le prévoit le Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, le MICC élabore, de concert avec ses partenaires, des plans d'action régionaux adaptés aux particularités de chaque milieu et conclut avec les conférences régionales des élus ou les municipalités des ententes qui prévoient une grande décentralisation de la prise de décision vers les régions.

QUESTION 3

**LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2006-2007
DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 4

**EMPLOYÉS ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, MEMBRES QUI ONT VU LEUR
MANDAT RENOUVELÉ, FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE
REPRÉSENTATION**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 5

NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL EN 2006-2007 DONT LE CONTRAT EST
ARRIVÉ À L'ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 6

**NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL EN 2006-2007
QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 7

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2006-2007 ET
COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 8

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS
POUR 2005-2006 ET 2006-2007

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 9

**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE
DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET
POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2006-2007**

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles n'a pas eu à livrer des compressions durant l'exercice 2006-2007.

QUESTION 10

POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE, LE NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS, LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER ET LA LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES ET CONGRÈS AINSI QUE LES FRAIS AFFÉRENTS

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 11

LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2006-2007,
EN INCLUANT LES COÛTS

La réponse à cette question se trouve à la question 8 des renseignements généraux.

QUESTION 12

**FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT
LA LISTE DES CONTRATS ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES
COÛTS**

La réponse à cette question se trouve aux questions 2 et 9 des Renseignements généraux.

QUESTION 13

COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 2006-2007 ET 2007-2008
DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Le plan stratégique est disponible sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :
www.micc.gouv.qc.ca .

QUESTION 14

PRÉVISIONS DE RÉFÉRENCE QUI ONT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2006-2007 ET 2007-2008 DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Selon la Loi sur l'administration publique, les ministères et les organismes sont tenus de rendre public un plan stratégique pluriannuel. Ce plan stratégique doit préciser la vision, la mission, le contexte, les enjeux, les orientations, les axes d'intervention, les objectifs et les indicateurs de performance s'y rattachant.

Le plan stratégique du MICC tient compte des priorités du gouvernement énoncées dans *Briller parmi les meilleurs* et dans le *Plan de modernisation 2004-2007 – Pour des services de qualité aux citoyens*. Il reflète aussi les engagements pris par le gouvernement dans la foulée des consultations qui ont eu lieu à l'occasion des forums en région *Place aux citoyens* et du *Forum des générations*.

Les objectifs d'admission d'immigration prévus dans la planification stratégique 2004-2007 et plusieurs objectifs précisés dans le Plan d'action 2004-2007 *Valeurs partagées* sont intégrés dans le plan stratégique 2005-2008 du Ministère.

Le *Plan stratégique 2005-2008* du MICC a été déposé à l'Assemblée nationale le 11 mai 2005. Il expose la vision, la mission de même que les orientations et les objectifs que le MICC s'engage à atteindre jusqu'au 31 mars 2008.

Vision

Contribuer au développement et à la prospérité du Québec en faisant en sorte que les personnes immigrantes et les Québécois des communautés culturelles participent pleinement à la société québécoise et que les relations interculturelles soient harmonieuses.

Mission

La mission du Ministère consiste à :

- Promouvoir l'immigration au Québec, sélectionner des personnes immigrantes et faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise.
- Favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

Premier enjeu

L'apport stratégique de l'immigration et des communautés culturelles au développement et à la prospérité du Québec.

Orientation 1

Stimuler une offre d'immigration adaptée et sélectionner des candidates et des candidats répondant aux besoins du Québec.

Orientation 2

Soutenir l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion durable en emploi.

Orientation 3

Favoriser une meilleure compréhension de la diversité auprès des citoyennes et des citoyens et contribuer à son rayonnement.

QUESTION 14

Orientation 4

Susciter l'engagement des instances locales et régionales en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles.

Deuxième enjeu

L'amélioration de la qualité des services à la clientèle et la modernisation de l'État.

Orientation 5

Moderniser la prestation de services et offrir un milieu de travail mobilisateur.

QUESTION 15

**COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE DE TOUS LES MÉMOIRES DÉPOSÉS AU CONSEIL DES
MINISTRES AYANT TRANSITÉ PAR LE MICC EN 2006-2007**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

QUESTION 16

RÉPARTITION DES IMMIGRANTS, ET CE, PAR CATÉGORIE, ADMIS AU QUÉBEC EN 2003, SELON LE PAYS DE NAISSANCE ET LA LANGUE PARLÉE EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE 2004, 2005, 2006 ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006 et 2006-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

NOMBRE D'IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC EN 2006* SELON LES 20 PRINCIPAUX PAYS DE NAISSANCE ET LA CATÉGORIE

Rang	Pays de naissance**	Immigration économique	Regroup. familial	Réfugiés	Total*
1	Algérie	3 837	615	50	4 597
2	France	2 886	326	6	3 236
3	Maroc	2 121	885	20	3 031
4	Chine	1 578	825	28	2 433
5	Colombie	499	122	1 516	2 172
6	Roumanie	1 785	176	56	2 028
7	Liban	1 361	353	63	1 802
8	Haïti	501	636	206	1 400
9	Inde	352	382	523	1 280
10	Mexique	465	197	444	1 131
11	Philippines	703	266	4	994
12	Pakistan	155	316	473	963
13	Tunisie	644	283	30	961
14	Pérou	214	242	307	823
15	États-Unis	360	378	70	819
16	Congo	90	154	475	803
17	Sri Lanka	12	212	162	638
18	Bulgarie	591	35	9	635
19	Russie	380	114	100	619
20	Iran	405	86	76	574
	Autres pays	7 046	3 805	2 484	13 747
	Total, tous les pays	25 985	10 408	7 102	44 686

* Les données de 2006 sont préliminaires. Le total inclut 1 191 en 2006. Les autres immigrants regroupent les demandeurs non reconnus du statut de réfugié et leurs personnes à charge au Canada, des cas d'ordre humanitaire et les titulaires de permis ministériel.

Note :

- Les renseignements statistiques selon la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 17

NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION TRAITÉES ET NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION (CSQ) ÉMIS EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 EN COMPARAISON AVEC 2005 ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007

Un document est utilisé pour formuler une demande d'immigration : la demande de certificat de sélection (DCS), qui est le formulaire réglementaire. Il est à noter que la demande de certificat de sélection est déposée par le requérant principal et comprend le conjoint et les personnes à charge. Un CSQ est émis à chacune des personnes incluses dans la demande, le cas échéant.

NOMBRE DE DEMANDES TRAITÉES ET NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION ÉMIS EN 2006

2006 janvier à décembre	
Demandes de certificats de sélection (DCS) traitées	34 383
CSQ émis à l'étranger et au Québec	54 786

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

QUESTION 18(a)

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008

Note : Les données sont compilées en fonction des années civiles.

a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine (quinze premiers pays) au cours des cinq dernières années

BIQ Buenos-Aires	2006*	BIQ Damas	2006*
Pays de dernière résidence	Nombre	Pays de dernière résidence	Nombre
Brésil	491	Liban	568
Argentine	104	Iran	473
Chili	78	Égypte	248
Uruguay	17	Inde	77
Ukraine	0	Pakistan	151
Paraguay	13	Émirats arabes unis	131
Canada	7	République arabe syrienne	58
Fédération de Russie	0	Arabie saoudite	47
France	0	Turquie	61
Colombie	0	Jordanie	47
Suisse	0	Afghanistan	0
Bolivie	0	Qatar	22
Chine	0	Koweït	15
Cuba	0	Canada	11
Espagne	0	Iraq	18
Autres	0	Autres	65
Total	710	Total	1992
Information manquante	0	Information manquante	0
Total des DCS	710	Total global	1992

BIQ Hong Kong	2006*	BIQ Mexico	2006*
Pays de dernière résidence	Nombre	Pays de dernière résidence	Nombre
Chine	2259	Colombie	818
République de Corée	50	Haïti	535
Taiwan	40	Mexique	406
Philippines	44	Pérou	441
Hong Kong	15	Venezuela	231
Bangladesh	21	Argentine	0
Japon	20	Équateur	26
Singapour	4	Brésil	0
Australie	9	Chili	1
Viet Nam	10	Cuba	14
Indonésie	3	Chine	0
Thaïlande	3	Uruguay	0
Cambodge	4	Guatemala	3
Chili	0	France	3
Nouvelle-Calédonie	0	Maroc	0
Autres	17	Autres	121
Total	2499	Total	2599
Information manquante	1	Information manquante	7
Total global	2500	Total global	2606

QUESTION 18(a)

BIQ Paris	2006*	Antenne de Bruxelles	2006*
Pays de dernière résidence	Nombre	Pays de dernière résidence	Nombre
France	4071	Belgique	281
Israël	217	Cameroun	8
Suisse	192	Algérie	2
Côte d'Ivoire	134	Maroc	2
Maurice	218	Rép. démocratique du Congo	3
Sénégal	117	France	1
Royaume-Uni	116	Fédération de Russie	0
Cameroun	119	Burundi	2
Italie	73	Iran	0
Gabon	13	Kazakhstan	0
République-Unie de Tanzanie	5	Pays-Bas	0
Espagne	38	Togo	2
Kenya	4	Bolivie	0
Togo	24	Bénin	0
Ouganda	0	Côte d'Ivoire	1
Autres	555	Autres	3
Total	5896	Total	305
Information manquante	10	Information manquante	0
Total global	5906	Total global	305

BIQ Vienne	2006*
Pays de dernière résidence	Nombre
Roumanie	1521
Bulgarie	453
Moldavie	542
Allemagne	294
Ukraine	176
Fédération de Russie	163
Kazakhstan	44
Bélarus	59
Albanie	9
Arménie	0
Pologne	13
Autriche	12
Kirghizistan	26
Ouzbékistan	12
République tchèque	6
Autres	145
Total	3475
Information manquante	3
Total global	3478

QUESTION 18(a)

Direction de la sélection des travailleurs (DST) Territoire Maghreb	2006*	Direction de la sélection des travailleurs (DST) Territoire États-Unis	2006*
Pays de dernière résidence	Nombre	Pays de dernière résidence	Nombre
Maroc	1341	États-Unis d'Amérique	412
Algérie	1915	France	345
Tunisie	566	Canada**	1260
France	33	Maroc	196
Canada	14	Chine	227
États-Unis d'Amérique	5	Tunisie	105
Jamahiriya arabe libyenne	2	Liban	74
Alderney	3	Inde	75
Émirats arabes unis	2	Cameroun	37
Liban	0	Royaume-Uni	21
Pays-Bas	0	Côte d'Ivoire	41
Mauritanie	0	Bénin	23
Roumanie	0	Haïti	35
Suisse	0	Mexique	36
Bulgarie	0	Allemagne	33
Autres	10	Algérie	18
Total	3891	Autres	852
Information manquante	16	Total	3790
		Information manquante	13
Total global	3907	Total global	3803

* Les données sont préliminaires.

** Depuis 2006, nous identifions le Canada comme pays de dernière résidence pour les candidats qui ont un statut temporaire au Québec et qui déposent une DCS.

Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).

QUESTION 18(b)

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008

- b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et unités administratives au Québec par pays d'origine - (quinze premiers pays) – en 2006*

BIQ Buenos-Aires		2006**	BIQ Damas		2006**
Pays de dernière résidence		Nombre	Pays de dernière résidence		Nombre
Argentine		198	Liban		1159
Brésil		689	Iran		696
Chili		114	Égypte		506
Uruguay		29	Émirats arabes unis		262
Paraguay		22	Arabie saoudite		117
Ukraine		0	République arabe syrienne		170
France		0	Afghanistan		0
Colombie		1	Sri Lanka		16
Canada		4	Turquie		118
Espagne		0	Pakistan		102
Suisse		0	Jordanie		87
Italie		0	Inde		100
Portugal		0	Koweït		13
Belgique		0	Qatar		25
Honduras		0	Iraq		5
Autres		0	Autres		51
Sous-total		1057	Sous-total		3427
Informations manquantes		4	Informations manquantes		9
TOTAL GLOBAL		1061	TOTAL GLOBAL		3436

BIQ Hong Kong		2006**	BIQ Mexico		2006**
Pays de dernière résidence		Nombre	Pays de dernière résidence		Nombre
Chine			Colombie		1511
République de Corée		3831	Haïti		1187
Taiwan		125	Mexique		603
Bangladesh		166	Pérou		599
Philippines		49	Venezuela		549
Hong Kong (ZAS)		29	Argentine		1
Japon		0	Équateur		45
Hong Kong		9	Chili		0
Singapour		16	Canada		47
Viet Nam		9	Brésil		0
Malaisie		1	Cuba		50
France		4	République dominicaine		49
Indonésie		10	Bolivie		29
Cambodge		13	États-Unis d'Amérique		21
Thaïlande		5	El Salvador		33
Autres		31	Autres		70
Sous-total		4298	Sous-total		4794
Informations manquantes		6	Informations manquantes		10
TOTAL GLOBAL		4304	TOTAL GLOBAL		4804

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 avril 2007.

QUESTION 18(b)

BIQ Paris	2006**
Pays de dernière résidence	Nombre
France	4523
Suisse	236
Canada	454
Espagne	185
Réunion	125
Maroc	125
Israël	440
Martinique	52
Royaume-Uni	125
Sénégal	120
Cameroun	140
Italie	52
Maurice	84
Côte d'Ivoire	185
Portugal	14
Autres	19
Sous-total	6879
Informations manquantes	-
TOTAL GLOBAL	6879

Antenne de Bruxelles	2006**
Pays de dernière résidence	Nombre
Belgique	512
France	3
Maroc	0
Algérie	4
Royaume-Uni	4
Burundi	0
Cameroun	5
Bénin	0
Chine	0
Fédération de Russie	5
Pays-Bas	0
Bolivie	0
Canada	0
Haïti	0
Iran	0
Autres	0
Sous-total	533
Informations manquantes	0
TOTAL GLOBAL	533

BIQ Vienne	2006**
Pays de dernière résidence	Nombre
Roumanie	2912
Bulgarie	830
Moldavie	970
Ukraine	306
Fédération de Russie	227
Allemagne	292
Bélarus	121
Allemagne fédérale	10
Kazakhstan	45
Afghanistan	0
Albanie	8
Cameroun	15
Kirghizistan	34
Ouzbékistan	14
Arménie	17
Autres	169
Sous-total	5970
Informations manquantes	9
TOTAL GLOBAL	5979

Direction de la sélection des travailleurs (DST) Territoire États-Unis	2006**
Pays de dernière résidence	Nombre
France	592
États-Unis d'Amérique	503
Canada	1286
Maroc	237
Chine	296
Tunisie	187
Inde	129
Liban	164
Royaume-Uni	53
Cameroun	81
Iran	148
Mexique	61
Haïti	64
Côte d'Ivoire	65
Sénégal	78
Autres	1298
Sous-total	5242
Informations manquantes	9
TOTAL GLOBAL	5251

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 avril 2007.

QUESTION 18(b)

Direction de la sélection des travailleurs (DST) Territoire Maghreb	
Pays de dernière résidence	Nombre
Algérie	2303
Maroc	2170
Tunisie	327
France	21
Canada	2
Togo	0
Côte d'Ivoire	0
Jamahiriya arabe libyenne	1
Maurice	0
Kenya	0
Sénégal	0
Cameroun	0
Madagascar	0
Émirats arabes unis	0
Nigeria	0
Autres	9
Sous-total	4833
Informations manquantes	13
TOTAL GLOBAL	4846

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 avril 2007.

QUESTION 18 (c)

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE MONTRE DE CERTIFICATS DE SELECTION PAR CATÉGORIE POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008

c) Nombre de certificats de sélection du Québec délivrés par les bureaux d'immigration du Québec (BIQ), selon la catégorie d'immigration – en 2006*

Catégorie d'immigration	Buenos-Aires	Damas	Hong Kong	Mexico	Paris	Antenne de Bruxelles	Vienne	Territoire Etats-Unis	Territoire Maghreb
Regroupement familial**	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Réfugiés***	0	0	0	5	6	0	0	0	0
Travailleurs indépendants	1061	2380	945	4760	6676	532	5971	5208	4815
Gens d'affaires	0	1056	3359	39	196	1	8	43	31
TOTAL	1061	3436	4304	4804	6879	533	5979	5251	4846

* Données compilées en fonction des années civiles; données préliminaires.
** Notons que le traitement des dossiers en regroupement familial a progressivement été transféré des BIQ vers un traitement centralisé au Québec à partir de l'année 2000.
*** Depuis le 1er février 2005, les CSQ émis aux réfugiés à l'étranger sont inclus dans le nombre de CSQ délivrés au Québec pour l'étranger.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 10 avril 2007.

QUESTION 18 (d)

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES LA LANGUE MATERNELLE ET LES LANGUES PARLÉES PAR LES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008

Il est à noter que les renseignements statistiques selon la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec.

**Immigrants admis au Québec en 2006,
selon la langue maternelle
(20 principales)***

1	Arabe	10 301
2	Espagnol	6 123
3	Français	5 984
4	Roumain	2 340
5	Mandarin	1 815
6	Anglais	1 528
7	Langues créoles	1 451
8	Russe	1 370
9	Berbère	1 154
10	Pendjabi	1 097
11	Tagal	836
12	Bulgare	633
13	Tamoul	620
14	Autres chinoises	615
15	Ourdou	607
16	Autres africaines	576
17	Dari	575
18	Bengali	570
19	Portugais	443
20	Farsi	412
	Autres langues	5 636
Total		44 686

* Données préliminaires

Source : Immigration et Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective. 2005-05-14

Les Bureaux d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger reçoivent les demandes d'immigration et délivrent les certificats de sélection du Québec (CSQ) selon le processus de sélection habituelle. Il est important de noter qu'une demande ne donne pas nécessairement lieu à un CSQ durant l'année en cours. Les BIQ n'admettent pas les immigrants. L'admission se fait au moment de l'arrivée de la personne immigrante au Québec.

QUESTION 18 (e)

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES LE NOMBRE D'IMMIGRANTS REÇUS D'APRÈS LEUR STATUT AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008

Les Bureaux d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger reçoivent les demandes d'immigration et délivrent les certificats de sélection du Québec (CSQ) selon le processus de sélection habituelle. Il est important de noter qu'une demande ne donne pas nécessairement lieu à un CSQ durant l'année en cours.

Les BIQ n'admettent pas les immigrants. L'admission se fait au moment de l'arrivée de la personne immigrante au Québec. Il est donc impossible de fournir les données sur le nombre d'immigrants admis par BIQ. Pour les 20 principaux pays de naissance des immigrants admis, voir la réponse à la demande de renseignements particuliers n° 16.

QUESTION 18 (f)

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER LES REVENUS DE TARIFICATION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008

f) Total des sommes obtenues par le biais des frais chargés aux personnes qui font une demande d'immigration et une demande de résidence permanente (demande de certificat de sélection) pour les cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2007-2008

Revenus de tarification 2006-2007 – 23 800 000 \$

*Il s'agit de sommes obtenues pour les droits perçus pour des demandes de certificat de sélection traitées au Québec et à l'étranger. La répartition par Bureau d'immigration du Québec (BIQ) et par pays ne sont pas disponibles.

QUESTION 19

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER, INDICER LES EFFECTIFS POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS, À LA FIN DE L'EXERCICE 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007 ET PRÉVISIONS DES VARIATIONS DU NOMBRE D'EFFECTIFS POUR 2007-2008

EFFECTIFS POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS PAR BIQ À L'ÉTRANGER 2006-2007

BIQ ET TERRITOIRE	DIRECTEURS ET CONSEILLERS	PERSONNEL DE SOUTIEN	TOTAL 2006-2007
Buenos Aires	2	5	7
Damas	1	7	8
Hong Kong	1	22	23
Mexico	1	7	8
Paris (incluant Bruxelles)	3	19	22
Vienne	2	9	11
TOTAL	10	69	79

Il n'y a pas de variation d'effectifs prévus en début d'année. Des ajustements sont apportés en cours d'année, au besoin, si des circonstances liées aux activités de sélection l'exigent.

QUESTION 20

NOMBRE DE PERMIS RESTRICTIFS OU DE SÉJOUR TEMPORAIRE OCTROYÉS EN 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008 ET RÉPARTITION SELON LES CATÉGORIES SUIVANTES : ÉTUDIANTS, TRAVAILLEURS, CAS MÉDICAUX

Le consentement du Québec est requis avant l'admission au Québec de certains ressortissants étrangers souhaitant venir pour y étudier, travailler ou recevoir un traitement médical. Ce consentement se traduit par la délivrance d'un certificat d'acceptation du Québec (CAQ).

PERMIS RESTRICTIFS OU SÉJOUR TEMPORAIRE OCTROYÉS EN 2006

2006 ¹	
Étudiants étrangers	20 881
Travailleurs temporaires	8 423
Cas médicaux	18
TOTAL	29 322

¹ Données compilées par année civile.

QUESTION 21

**RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ADMIS AU QUÉBEC SELON LA RÉGION DE RÉSIDENCE,
DEPUIS 2001, EN INDIQUANT LE PAYS DE NAISSANCE, LE TYPE D'IMMIGRANT ET LEUR
OCCUPATION AU QUÉBEC**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006 et 2006-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

1. Répartition des immigrants admis au Québec selon la région de résidence (territoires des directions régionales du MICC) et le pays de naissance

Cinq principaux pays de naissance des immigrants admis de 2001 à 2005 selon leur région de résidence en janvier 2006:

Capitale-Nationale et Est-du-Québec¹	Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec
France	Colombie	Colombie
Colombie	France	France
Maroc	Chine	Maroc
Chine	Roumanie	Rép. dém. du Congo
Algérie	Liban	Chine
Laval, Laurentides et Lanaudière	Montréal	Agglomération de Montréal
France	Roumanie	Algérie
Roumanie	France	Maroc
Liban	Chine	Chine
Maroc	Colombie	Roumanie
Haïti	Maroc	France

¹ Capitale-Nationale et Est-du-Québec : régions administratives de la Capitale-Nationale, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Chaudière-Appalaches, de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

■ Immigrants admis de 2001 à 2005 :

- 17,4 % à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal (île de Montréal, Longueuil et Laval);
- 80,5 % dans la Région métropolitaine de Montréal;
- 2,1 % dans une région non déterminée.

2. Répartition des immigrants présents au Québec selon le type d'immigrants

■ Immigrants admis de 2001 à 2005, résidant dans la **Région métropolitaine de Montréal**, par catégorie :

- 60,3 %: Immigration économique;
- 22,7 %: Regroupement familial;
- 15,9 % : Réfugiés et personnes en situation semblable.

■ Immigrants admis de 2001 à 2005, résidant à l'extérieur de la **Région métropolitaine de Montréal**, par catégorie :

- 47,4 %: Immigration économique;
- 26,6 %: Regroupement familial;
- 25,4 % : Réfugiés et personnes en situation semblable.

3. Répartition des immigrants présents au Québec selon leur occupation (profession) au Québec

La seule source exhaustive nous permettant de connaître la profession exercée par la population immigrante provient des données du Recensement de 2001 sur la population active occupée selon la profession. Ces données nous indiquent, qu'en 2001, les principales professions sont celles liées à la vente et aux services (21,8 % de la population immigrée occupée), aux affaires, à la finance et à l'administration (14,8 %), à la transformation et à la fabrication (13,6 %), à la gestion (11,9 %) et aux domaines des métiers, du transport et de la machinerie (10,6 %). Ces cinq groupes professionnels rassemblent près des trois-quarts de la population immigrée en emploi.

QUESTION 22

**VENTILATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER PAR PAYS, PAR
LANGUE D'ORIGINE EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006 et 2006-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER* ET ADMIS AU QUÉBEC EN 2006
(LES 10 PRINCIPAUX PAYS ET PRINCIPALES LANGUES MATELNELLES)**

Pays de naissance	n	Langue maternelle	n
Colombie	1 189	Espagnol	1 194
Afghanistan	507	Dari ¹	530
Rép. dém. du Congo	178	Swahili ²	91
Burundi	58	Français	85
Pakistan	55	Kirundi ²	50
Russie	44	Perse	44
Rwanda	30	Kinyarwanda ²	29
Congo	30	Amharique ³	25
Éthiopie	27	Russe	24
Haïti	18	Farsi ⁴	23
Autres	143	Autres	184
Total	2 279	Total	2 279

* Les réfugiés sélectionnés comprennent les réfugiés pris en charge par le gouvernement, parrainés ou autonomes financièrement. Il ne s'agit donc pas de l'ensemble des réfugiés.

** Les données en immigration sont disponibles par année civile et celles-ci sont préliminaires pour 2006.

1. Cette langue est parlée par des réfugiés nés en Afghanistan.
2. Ces langues sont parlées par des réfugiés nés au Burundi, au Congo, en République démocratique du Congo, au Rwanda ou en Tanzanie.
3. Cette langue est parlée par des réfugiés nés en Éthiopie.
4. Cette langue est parlée par des réfugiés nés en Iran.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 23

**NOMBRE DE MISSIONS DE RÉFUGIÉS EN 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007,
PAYS VISITÉS ET NOMBRE D'IMMIGRANTS SÉLECTIONNÉS À LA SUITE DE CES MISSIONS¹**

2006 : 1 mission à Nairobi (Kenya) et Kampala (Ouganda) - 47 réfugiés sélectionnés
1 mission à Bogota (Colombie) - 123 réfugiés sélectionnés

¹ Données compilées par année civile.

QUESTION 24

POUR CHAQUE CARREFOUR D'INTÉGRATION, LE NOMBRE D'INSCRIPTIONS ET LE NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES POUR LES COURS OFFERTS EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007 POUR TOUS LES PROGRAMMES (VENTILATION PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION). INSCRIPTIONS PRÉVUES POUR 2007-2008.

Les Carrefours d'intégration ont fait place aux Services Immigration-Québec (SIQ) en 2004-2005, dans la foulée des travaux entourant la révision des services de francisation, le parachèvement du partenariat en francisation avec les établissements d'enseignements et les organismes communautaires, la gestion centralisée des activités de francisation, la redéfinition des services d'intégration et la mise en place de l'accompagnement personnalisé. Les SIQ n'offrent pas directement de cours de français. Pour les fins de cette question, les données sont fournies par milieu de formation.

COURS À TEMPS COMPLET – 9 748 BÉNÉFICIAIRES

A. Nombre d'étudiants inscrits aux cours à temps complet selon le milieu de formation				
Milieu de formation				
Région	Collégial et universitaire	Commission scolaire	OBNL	Total
	2006-2007	2006-2007	2006-2007	2006-2007
Montréal	5 553	59	659	6 271
Laval, Laurentides et Lanaudière	471	66	51	588
Montréal	706	147	114	967
Estrie, Mauricie et centre du Québec	501	273	76	850
Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	349	0	0	349
Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	681	31	11	723
TOTAL	8 261	576	911	9 748

COURS À TEMPS PARTIEL – 10398 BÉNÉFICIAIRES²

B. Nombre d'étudiants inscrits aux cours réguliers à temps partiel selon les milieux de formation				
Milieu de formation				
Région	Collégial et universitaire	Commission scolaire	OBNL	Total
	2006-2007	2006-2007	2006-2007	2006-2007
Montréal	230	0	6 509	6 739
Laval, Laurentides et Lanaudière	0	120	217	337
Montréal	0	0	559	559
Estrie, Mauricie et Centre du Québec	26	11	138	175
Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0	0	0	0
Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	21	0	135	156
TOTAL	277	131	7 558	7 966

QUESTION 24

C. Nombre d'étudiants inscrits aux cours spécialisés à temps partiel selon les types de cours					
Région	Français oral avancé	Français écrit avancé	Réalité du travail et Réalité des études ¹	Insertion sociale (minorités, femmes isolées, groupes ciblés,...)	Parents enfants en milieu scolaire et Initiation à la communication
	2006-2007	2006-2007	2006-2007	2006-2007	2006-2007
Montréal	234	426	786	118	265
Laval, Laurentides et Lanaudière	0	105	15	0	24
Montréal	0	63	0	0	0
Estrie, Mauricie et Centre du Québec	0	42	21	0	0
Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0	84	0	34	0
Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	24	45	8	0	0
TOTAL	258	765	830	152	289

D. Nombre d'étudiants inscrits aux programmes en milieu de travail et en centre d'auto-apprentissage		
Type de formation		
Région	Milieu de travail	Centres d'auto-apprentissage
	2006-2007	2006-2007
Montréal	328	267
Laval, Laurentides et Lanaudière	0	0
Montréal	0	0
Estrie, Mauricie et centre du Québec	0	0
Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0	0
Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	0	86
TOTAL	328	353

¹ Ces cours visent des clientèles spécifiques comme les infirmières, les aides familiales, les ingénieurs, les étudiants suivant une formation menant à une AEC, etc.

² Un client pouvant avoir fréquenté plusieurs formules de cours, le total de clients rejoints « toutes formules confondues » est inférieur à la somme des parties. Ce chiffre n'inclut pas les personnes qui ont fréquenté les centres d'auto-apprentissage.

QUESTION 25

**DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX CARREFOURS D'INTÉGRATION
POUR 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION
ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES EN 2006-2007.
INDIQUER LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans le Cahier explicatif des crédits 2005-2006 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Les Carrefours d'intégration ont fait place aux Services Immigration-Québec (SIQ) en 2004-2005, dans la foulée des travaux entourant la révision des services de francisation, le parachèvement du partenariat en francisation avec les établissements d'enseignements et les organismes communautaires, la gestion centralisée des activités de francisation, la redéfinition des services d'intégration et la mise en place de l'accompagnement personnalisé.

DÉPENSES GLOBALES AUX SERVICES IMMIGRATION-QUÉBEC, 2006-2007

Rémunération

Traitements réguliers	8 053 300 \$
Traitements occasionnels	262 900 \$
Sous-total	8 316 200 \$

Fonctionnement

Loyers et télécommunications	1 785 900 \$
Autres dépenses de fonctionnement	257 900 \$
Sous-total	2 043 800 \$

Transferts

Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA)	8 369 000 \$
Programme régional d'intégration (PRI)	3 706 900 \$
Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI)	1 449 500 \$
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés (PAIR)	2 081 100 \$
Exercice de la citoyenneté	141 000 \$
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes œuvrant dans les champs de mission du MICC	579 200 \$
Sous-total	16 326 700 \$

TOTAL GLOBAL	26 686 700 \$
---------------------	----------------------

NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES EN 2006-2007

Le service Immigration-Québec constitue la porte d'entrée gouvernementale des services aux immigrants, en offrant des services d'accueil, d'installation, d'intégration sociale et économique en étroite collaboration avec les autres services du ministère et ceux offerts par des partenaires.

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) accueille les nouveaux arrivants à l'aéroport international de Montréal. Pour ceux qui ont un statut de résident permanent, un rendez-vous est fixé avec le service Immigration-Québec (SIQ) qui dessert leur lieu de destination. Rappelons toutefois que ces nouveaux arrivants sont libres de se présenter à nos bureaux pour leur rendez-vous.

QUESTION 25

Les SIQ offrent des services à l'ensemble de la clientèle des nouveaux arrivants sous différentes formules (entrevues personnalisées, sessions de groupe et autres). Toutes les personnes admissibles peuvent bénéficier des différents services auxquels elles ont droit. Cependant, nous constatons que ce ne sont pas tous les membres admissibles d'une même famille qui se présentent à l'un ou l'autre des services dispensés. En fait, il arrive qu'une seule personne représente une famille complète pour les différents services offerts.

Compte tenu de ces éléments, il nous est difficile d'établir le pourcentage de la clientèle potentielle rejointe. Cependant, nous présentons les données concernant les différents types de services.

TYPES DE SERVICES

NOMBRE DE PERSONNES

*Accueil en aéroport**

résidents permanents	23 875
autres	6 549
Total	30 424

*Première entrevue d'aide à l'établissement**†*

Sessions <i>Entrevues d'aide à l'installation</i> (Montréal)	4 860
Sessions <i>Premières démarches d'installation</i> (Montréal)	4 600
Sessions <i>Accueil et aide à l'établissement</i> (hors Montréal)	2 978
Total	12 438

*Services d'intégration**

Sessions <i>Réalités socio-économiques</i>	3 993
--	-------

Évaluations comparatives

14 631 évaluations émises

* Résultats au 31 mars 2007.

† Ces entrevues permettent également de donner les renseignements sur l'offre de service de francisation.

QUESTION 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCEUIL ET D'INTÉGRATION
EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007 PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006 et 2006-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DE L'EST-DU-QUÉBEC en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Accueil intégration du BSL inc.		17 250 \$	7 580 \$	24 830 \$
Carrefour jeunesse emploi Saint-Laurent		4 627 \$		4 627 \$
Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	50 784 \$			50 784 \$
Centre multiethnique de Québec inc.	323 978 \$			323 978 \$
Centre R.I.R.E. 2000	18 400 \$		70 000 \$	88 400 \$
Corporation Intégration Saguenay Lac-Saint-Jean		19 085 \$		19 085 \$
GIT Société inc.	37 214 \$			37 214 \$
ICI Intégration communautaire des immigrants		73 850 \$		73 850 \$
Parc technologique du Québec métropolitain		1 922 \$		1 922 \$
Plasticompétences inc.		7 500 \$		7 500 \$
Portes ouvertes sur le lac		15 000 \$		15 000 \$
Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immigrantes (S.A.A.I.)	73 830 \$			73 830 \$
Service d'orientation et d'intégration des immigrants au travail de Québec (SOIIT QUÉBEC)	55 384 \$			55 384 \$
Service externe de main d'œuvre du Saguenay	112 424 \$	5 220 \$		117 644 \$
Sous-total	672 014 \$	144 454 \$	77 580 \$	894 048 \$
<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE L'ESTRIE, DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Accès Travail	29 049 \$	10 500 \$		39 549 \$
Centre de recherche d'emploi de la Mauricie	17 388 \$			17 388 \$
Comité d'accueil aux néo canadiens (Trois-Rivières) Inc.	86 342 \$			86 342 \$
Comité d'accueil international des Bois-Franc	70 725 \$			70 725 \$
Regroupement interculturel de Drummond Inc.	133 315 \$	47 290 \$		180 605 \$
Service d'accueil des nouveaux arrivants de la région de Lac-Mégantic	69 000 \$			69 000 \$
Service d'accueil des nouveaux arrivants de Shawinigan		35 000 \$	8 900 \$	43 900 \$
Service d'aide aux Néo-canadiens (Sherbrooke) inc. (Le)	410 780 \$		2 500 \$	413 280 \$
Stratégie Carrière		24 671 \$		24 671 \$
Sous-total	816 599 \$	117 461 \$	11 400 \$	945 460 \$

QUESTION 26

<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS, DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET DU NORD-DU-QUÉBEC en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Accueil-parrainage Outaouais	222 640 \$		8 840 \$	231 480 \$
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	73 094 \$		2 740 \$	75 834 \$
Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	148 350 \$			148 350 \$
Centre d'exposition de Val d'Or		1 917 \$		1 917 \$
Service Intégration travail Outaouais		48 126 \$		48 126 \$
Sous-total	444 084 \$	50 043 \$	11 580 \$	505 707 \$
<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE LAVAL, DES LAURENTIDES ET DE LANAUDIÈRE en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	111 550 \$	25 500 \$	20 000 \$	157 050 \$
Carrefour d'intercultures de Laval	131 100 \$			131 100 \$
Centre d'intégration en emploi Laurentides (C.I.E. Laurentides)	76 245 \$	86 375 \$		162 620 \$
Comité régional d'éducation pour le développement international Lanaudière	81 696 \$		18 000 \$	99 696 \$
Entraide (Pont-Viau et Laval des Rapides) inc. (L')	34 040 \$			34 040 \$
Perspective carrière	70 564 \$			70 564 \$
Perspectives nouvelles inc.	48 070 \$			48 070 \$
Sous-total	553 265 \$	111 875 \$	38 000 \$	703 140 \$
<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE LA MONTRÉGIE en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Carrefour Le Moutier	75 900 \$		12 479 \$	88 379 \$
Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	44 298 \$			44 298 \$
Club de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)		55 000 \$		55 000 \$
Club de recherche d'emploi Saint-Hyacinthe inc.	28 382 \$	74 250 \$		102 632 \$
Maison de la Famille des Maskoutains	80 178 \$		4 779 \$	84 957 \$
Maison internationale de la Rive Sud inc.	254 518 \$			254 518 \$
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	147 890 \$	60 000 \$	9 000 \$	216 890 \$
Sous-total	631 166 \$	189 250 \$	26 258 \$	846 674 \$

QUESTION 26

<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE MONTRÉAL en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Centre génération emploi *	99 700 \$			99 700 \$
Fondation ressources jeunesse	99 700 \$			99 700 \$
Sous-total	199 400 \$	- \$	- \$	199 400 \$
* Le Centre génération emploi a reçu également 18 775\$ dans le PARCI par IMMIGRATION-QUÉBEC NORD DE MONTRÉAL				
<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC NORD DE MONTRÉAL en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
CARI St-Laurent	263 580 \$			263 580 \$
Carrefour BLE		21 572 \$	6 930 \$	28 502 \$
Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	66 125 \$			66 125 \$
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	153 640 \$		6 000 \$	159 640 \$
Centre génération emploi			18 775 \$	18 775 \$
CLAM (Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique)	294 147 \$		14 000 \$	308 147 \$
Collectif des femmes immigrantes du Québec	61 410 \$	55 000 \$	7 000 \$	123 410 \$
Filière employabilité	81 650 \$			81 650 \$
Maison d'Haïti	82 110 \$			82 110 \$
Service d'aide et de liaison pour immigrants La Maisonnée	305 808 \$		7 856 \$	313 664 \$
Sous-total	1 308 470 \$	76 572 \$	60 561 \$	1 445 603 \$
* Le Centre génération emploi a reçu également 99 700\$ dans le PANA par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE MONTRÉAL				
<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC SUD DE MONTRÉAL en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Agence Montréalaise pour l'emploi	110 400 \$			110 400 \$
Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international	42 090 \$			42 090 \$
Association latino-américaine et multiethnique de Côte-des-Neiges (ALAC)	99 705 \$			99 705 \$
CASA-CAFI (Centre d'aide aux familles immigrantes)	42 205 \$		25 000 \$	67 205 \$
Centre communautaire des femmes Sud-Asiatique	123 947 \$		4 000 \$	127 947 \$
Centre d'action socio-communautaire de Montréal	60 168 \$			60 168 \$
Centre d'éducation et de développement interculturel (CEDI)	78 200 \$			78 200 \$
Centre des femmes de Montréal	22 920 \$			322 920 \$
Centre multi-ethnique de Notre-Dame-de-Grâce	135 700 \$			135 700 \$

QUESTION 26

Centre P.R.I.S.M.E. Promotion, référence, information et services multi-ethniques	80 500 \$		17 000 \$	97 500 \$
Centre social d'aide aux immigrants	307 280 \$			307 280 \$
CESAREI - Carrefour interculturel de Verdun	105 110 \$			105 110 \$
Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri (Le)	102 350 \$		12 000 \$	114 350 \$
Hirondelle, services d'accueil et d'intégration des immigrants (L')	376 671 \$			376 671 \$
Petites-Mains	26 680 \$			26 680 \$
Projet Genèse	51 198 \$		5 281 \$	56 479 \$
PROMIS (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	234 830 \$	130 000 \$	40 000 \$	404 830 \$
Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	67 800 \$			67 800 \$
Sous-total	2 367 754 \$	130 000 \$	103 281 \$	2 601 035 \$
Resto Plateau	71 300 \$			71 300 \$
Service à la famille chinoise du Grand Montréal inc.	148 787 \$			148 787 \$
Service d'interprète d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)	102 258 \$			102 258 \$
Services d'assistance aux immigrants juifs, Montréal	82 455 \$			82 455 \$
Union française	43 470 \$			43 470 \$
Sous-total	448 270 \$	- \$	- \$	448 270 \$
<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION QUÉBEC EST DE MONTRÉAL en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	192 050 \$			192 050 \$
Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	386 400 \$			386 400 \$
Carrefour solidarité Anjou	42 205 \$			42 205 \$
Centre d'action bénévole de Montréal-Nord	93 541 \$		4 515 \$	98 056 \$
Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.	75 440 \$			75 440 \$
Sous-total	789 636 \$	- \$	4 515 \$	794 151 \$
<i>Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION QUÉBEC OUEST DE MONTRÉAL en 2006-2007</i>				
Organismes subventionnés	PANA	PRI	PARCI	TOTAL
Centre d'intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île (C.I.M.O.I.)	119 531 \$		12 500 \$	132 031 \$
Sous-total	119 531 \$	- \$	12 500 \$	132 031 \$
TOTAL (ENSEMBLE DU QUÉBEC)	8 350 189 \$	819 655 \$	345 675 \$	9 515 519 \$

QUESTION 27

COPIE DE TOUTES LES ENTENTES DE SERVICES INTERVENUES ENTRE LE MICC ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2006-2007

Pour le Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA), le Programme régional d'intégration (PRI) et le Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI), les ententes de services intervenues entre le MICC et des organismes communautaires d'accueil et d'intégration en 2006-2007 concernant les régions suivantes :

	PANA	PRI	PARCI
01 Bas Saint-Laurent	0 *	1	1
02 Saguenay—Lac-Saint-Jean	1	0	0
03 Capitale-Nationale	6	0	2
04 Mauricie	2	1	1
05 Estrie	3	0	1
06 Montréal	40 **	3	14
07 Outaouais	3	1	3
12 Chaudière-Appalaches	0	1	0
13 Laval	3	0	0
14 Lanaudière	2	0	1
15 Laurentides	2	3	1
16 Montérégie	6	4	4
17 Centre-du-Québec	3	1	0

* L'entente avec le Centre d'accueil, de développement et de formation en langue (CADFEL) ne figure pas à cette liste car l'organisme ne répond pas à la définition d'un organisme communautaire d'accueil et d'intégration.

** En plus d'une entente triennale, il s'ajoute au total une entente ponctuelle avec le Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement (ROMEL) pour l'assistance en hébergement offerte aux ressortissants canadiens en provenance du Liban.

QUESTION 28

**COPIE DES ÉTUDES OU MANDATS VISANT À ÉVALUER LE RÔLE ET L'ORGANISATION DES
ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION (OCAI)**

Aucune étude n'a été réalisée et aucun mandat n'a été confié au cours de l'année 2006-2007 en vue d'évaluer le rôle et l'organisation des organismes communautaires d'accueil et d'intégration.

QUESTION 29

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006 et 2006-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION 2006-2007

PROGRAMME	Accordés ¹ (000 \$)	Versés ² (000 \$)
PANA*	7 319,4	8 369,0 ³
PRI**	2 616,4	3 706,9
TOTAL	9 935,8	12 075,9

¹ Les montants accordés correspondent aux subventions annoncées en cours d'année et pour lesquelles des ententes ont été signées.

² Les montants versés correspondent aux versements effectués au cours de l'année financière de référence. Les versements peuvent s'échelonner sur plus d'un exercice financier.

³ Les sommes versées pour les ententes en 2006-2007 couvrent une période de 15 mois.

* Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants

** Programme régional d'intégration

BUDGET 2006-2007
(000 \$)

Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA)	7 460,0 \$
Programme régional d'intégration (PRI)	<u>2 416,5 \$</u>
	9 876,5 \$

QUESTION 30

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME DE
FRANCISATION ENTRE 2001-2002 ET 2006-2007 ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008
ET LE NOMBRE DE GROUPES PAR SESSION

VENTILATION DES DÉPENSES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION EN 2006-2007

Coût de l'enseignement	Dépenses 2006-2007 \$
<i>Temps complet</i>	
Rémunération	15 855 552
Contrats aux partenaires	12 005 443
Sous-total	27 860 995
<i>Temps partiel</i>	
Rémunération	5 194 786
Contrats aux partenaires	1 482 786
Sous-total	6 677 572
FRANCISATION ¹ EXCLUANT LES TRANSFERTS	34 538 567
<i>Transferts</i>	9 880 349
FRANCISATION INCLUANT TRANSFERTS	44 418 916
<i>Contribution de l'employeur</i>	2 091 881
FRANCISATION, INCLUANT LA CONTRIBUTION DE L'EMPLOYEUR	
TOTAL GLOBAL	46 510 797

¹ Excluant le loyer et la téléphonie.

NOMBRE DE GROUPES MOYEN À TEMPS COMPLET PAR SESSION, 2006-2007, TEMPS
COMPLET RÉGULIER

Région	2006-2007
Immigration Québec - Montréal	123
Immigration Québec – Laval, Laurentides et Lanaudière	13
Immigration Québec – Montérégie	23
Immigration Québec – Estrie, Mauricie et Centre du Québec	21
Immigration Québec – Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	8
Immigration Québec – Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	16
TOTAL	204

Les données au présent tableau représentent une moyenne par session qui a été établie à partir des données annuelles.

QUESTION 31

**VENTILATION DES DÉPENSES ET DESCRIPTION DES PROJETS DU PROGRAMME RÉGIONAL
D'INTÉGRATION EN IMMIGRATION DEPUIS 2002. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET
REFUSÉES. PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006 et 2006-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

En 2006-2007, 31 projets ont été accordés pour un montant total de 2 616 377 \$. Parmi les 31 projets financés, 5 concernent des ententes avec des villes et municipalités et 7 concernant des ententes avec les CRÉ. Les crédits accordés en 2007-2008 pour le Programme régional d'intégration s'élèvent à 2 416 500 \$.

**Liste des projets accordés
Année financière 2006-2007**

Organisme	Montant accordé
▪ Accueil et intégration BSL inc.	27 000 \$
▪ C.O.F.F.R.E.T. Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques traditionnelles	30 000 \$
▪ Carrefour BLE	23 530 \$
▪ Centre d'intégration en emploi des Laurentides (C.I.E. Laurentides)	69 000 \$
▪ Centre d'intégration en emploi des Laurentides (C.I.E. Laurentides) (2 ^e projet)	8 000 \$
▪ Centre local de développement de Kamouraska	5 437 \$
▪ Club de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	55 000 \$
▪ Club de recherche d'emploi Saint-Hyacinthe inc.	55 000 \$
▪ Collectif des femmes immigrantes du Québec	55 000 \$
▪ Conférence régionale des élues du Bas-Saint-Laurent	25 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	10 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	100 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de la Mauricie	100 000 \$
▪ Conférence régionale des élus de Laval	100 000 \$
▪ Conférence régionale des élus du Saguenay—Lac-Saint-Jean	95 000 \$
▪ Conférence régionale des élus Montérégie-Est	70 000 \$
▪ Fédération de l'UPA de la Beauce (La)	100 000 \$
▪ Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec	5 000 \$
▪ Fondation du centre de formation pour adultes Saint-Michel (La)	105 000 \$
▪ ICI Intégration communautaire des immigrants	13 850 \$
▪ Municipalité de Rawdon	50 000 \$
▪ Plasticompétence inc.	15 000 \$
▪ PROMIS (Promotion – Intégration – Société nouvelle)	130 000 \$
▪ Regroupement interculturel de Drummond inc.	50 000 \$
▪ Service d'accueil des nouveaux arrivants de Shawinigan	35 000 \$
▪ Service intégration travail Outaouais	49 560 \$
▪ Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	60 000 \$
▪ Ville de Laval	100 000 \$
▪ Ville de Montréal	750 000 \$
▪ Ville de Québec	300 000 \$
▪ Ville de Sherbrooke	25 000 \$
TOTAL	2 616 377 \$

QUESTION 32 (a)

**VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS
AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR AVANT LE 8 JUIN 2001
POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES**

INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » AVANT LE 8 JUIN 2001¹

Secteur d'activité	2006 (000 \$)
Agriculture et services connexes	8 000
Exploitation forestière et services forestiers	
Mines, carrières et puits de pétrole	
Manufacturier	3 900
Construction	2 000
Transport et entreposage	5 350
Communications et autres services publics	
Commerce de gros	2 800
Commerce de détail	17 450
Intermédiaires financiers et assurances	12 600
Services immobiliers	10 800
Services aux entreprises	400
Services d'enseignement	
Services de soins de santé et services sociaux	400
Hébergement et restauration	
Autres industries de services	3 200
TOTAL	66 900

La sélection des candidats ayant déposé une demande de certificat de sélection dans le cadre du programme en vigueur avant le 8 juin 2000 est terminée. Depuis 2002, les montants transférés et investis sont moindres et vont continuer à diminuer pour les années à venir.

¹ Depuis le 8 juin 2000, Investissement Québec (IQ) est partenaire du Ministère dans le programme. Il reçoit et place des fonds des candidats immigrants investisseurs au Fonds consolidé du revenu et verse l'aide financière aux PME

QUESTION 32 (a)

INVESTISSEMENTS¹ AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » APRÈS LE 8 JUIN 2001
PROGRAMME DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS POUR L'AIDE AUX ENTREPRISES (PILAE)

Secteur d'activité ²	2006 (000 \$)
Secteur primaire	95
Alimentation et boissons	7 847
Caoutchouc et plastique	1 989
Produits du textile et de première transformation	705
Vêtements	800
Produits du bois	6 350
Meubles	1 761
Papier	258
Imprimerie	1 472
Métaux (1ère transformation) et produits métalliques)	7 360
Machinerie	4 904
Matériel de transport	1 330
Produits électriques et électroniques	1 944
Produits minéraux non métalliques	1 870
Produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques	2 952
Industries manufacturières diverses	732
Tertiaire (technologie de l'information, tourisme et services divers)	5 857
Tertiaire (hébergement et restauration)	2 877
TOTAL	51 103

¹ Les retombées par secteur d'activité sont sous la forme de contribution financière non remboursable autorisée à partir des revenus de placement effectués auprès d'IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d'Investissement Québec.

² Les secteurs d'activité sont définis par Investissement Québec.

Source : IQ Immigrants Investisseurs Inc, filiale d'Investissement Québec

QUESTION 32 (b)

**NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC (CSQ) DÉLIVRÉS PAR LE QUÉBEC
POUR LES GENS D'AFFAIRES POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET OBJECTIFS POUR
2007-2008**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006 et 2006-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

CSQ DÉLIVRÉS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D'AFFAIRES EN 2006¹

	Requérants principaux	Nombre de personnes ²
Travailleurs autonomes	77	275
Entrepreneur s	48	148
Investisseurs	1 204	4 367
TOTAL	1 329	4 790

¹ Données fournies selon l'année civile.
² Nombre total de personnes, incluant les requérants principaux.

QUESTION 32(c)

**VENTILATION PAR PAYS D'ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS ADMIS AU QUÉBEC
EN 2006***

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006 et 2006-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Région de dernière résidence	Pays de dernière résidence	Nombre de requérants principaux admis en 2006*
Afrique du Nord	Maroc	11
	Autres pays	5
	Total	16
Amérique du Sud	Venezuela	5
	Autres pays	3
	Total	8
Moyen-Orient	Arabie saoudite	17
	Émirats arabes unis	18
	Jordanie	5
	Koweït	5
	Liban	10
	Autres pays	5
	Total	60
Asie occidentale et centrale	Iran	29
	Turquie	42
	Total	71
Asie orientale	Chine	74
	Corée du Sud	20
	Taiwan	5
	Autres pays	2
	Total	101
Asie méridionale	Bangladesh	9
	Pakistan	9
	Autres pays	3
	Total	21
Autres pays		23
Total, tous les pays		300

* Données préliminaires pour 2006.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 32 (d)

**MONTANTS D'ARGENT EN ATTENTE DE PLACEMENT
PROGRAMME «IMMIGRANTS INVESTISSEURS»**

Dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs en vigueur avant le 8 juin 2000, les montants d'argent en attente de placement sont des sommes transférées au Québec chez un courtier ou à une société de fiducie, mais non encore placées dans une entreprise admissible. Les intermédiaires financiers attendent généralement que le candidat ait obtenu son statut de résident permanent de la part du gouvernement canadien avant de proposer un placement à l'investisseur.

La sélection des candidats ayant déposé une demande avant le 8 juin 2000 s'est terminée en 2003 et tous les candidats sélectionnés en vertu de ce volet du programme n'ont pas encore obtenu leur résidence permanente. De plus, suivant le Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers applicable, le candidat peut faire son placement jusqu'à douze mois après avoir obtenu sa résidence permanente.

Ainsi, au 15 mars 2007, la somme de 60 200 000 \$, transférée au Québec par des candidats sélectionnés, était en attente de placement.

Dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs en vigueur depuis le 8 juin 2000, le Certificat de sélection du Québec n'est délivré que lorsque la somme de 400 000 \$ est placée au Fonds consolidé du revenu du Québec. Au 28 février 2007, 149 candidats étaient en voie de placer le montant prescrit par règlement auprès d'Investissement Québec (ce qui représente une somme totale de 59 600 000 \$ en attente de placement). Investissement Québec gère le *Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises* financé à même les revenus générés par ces placements au Fonds consolidé du revenu du Québec. Le candidat dispose d'un délai réglementaire maximal de 120 jours pour réaliser ce placement auprès d'Investissement Québec (délai réglementaire entré en vigueur le 2 mars 2005). Les sommes en attente de placement au 28 février 2007 sont donc liées à une sélection récente du candidat.

QUESTION 33

**VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS DU MINISTÈRE POUR L'ACCUEIL ET
LA FORMATION LINGUISTIQUE EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007 AVEC
LE LIEU DE TRAVAIL HABITUEL DE CHAQUE EMPLOYÉ. NOMBRE PRÉVU EN 2007-2008
D'EFFECTIFS MOBILISÉS DANS LES PAYS D'ORIGINE POUR OFFRIR UN PROGRAMME DE
FRANCISATION ET VENTILATION DES DÉPENSES ENGENDRÉES PAR CE PROGRAMME**

Note : Les données des années précédentes se trouvent dans le Cahier explicatif des crédits 2004-2005 du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et dans les Cahiers explicatifs des crédits 2005-2006 et 2006-2007 du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

2006-2007**Activités d'accueil ¹**

▪ Montréal	38
▪ Laval, Laurentides, Lanaudière	5
▪ Montérégie	5
▪ Capitale-Nationale et Est-du-Québec	5
▪ Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec	6
▪ Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	4
	63

Formation linguistique au 31 mars 2007 ²

▪ Montréal ³	145
▪ Laval	7
▪ Longueuil	10
▪ Québec	8
▪ Estrie	4
▪ Outaouais	5
▪ Effectifs occasionnels non ventilés ⁴	59
	238

¹ Les activités d'accueil comprennent l'accueil des nouveaux arrivants, les renseignements et l'aide à l'établissement. Il s'agit essentiellement de préposés aux renseignements ainsi que du personnel de niveau technique qui interviennent directement auprès de la clientèle.

² Il s'agit de tout l'effectif affecté à la formation linguistique tels les cadres, les enseignants, les conseillers en francisation ainsi que le personnel de soutien.

³ Il est important de noter que tout l'effectif administratif dédié à la francisation est affecté à Montréal. Les professeurs sont répartis selon leur région d'enseignement.

⁴ Il s'agit essentiellement de professeurs occasionnels embauchés pour effectuer des remplacements de professeurs réguliers et pour répondre aux besoins reliés à l'accroissement de la clientèle.

Effectifs mobilisés dans les pays d'origine

Il n'y a pas d'effectif du Ministère affecté à l'extérieur du Québec en francisation. Pour débiter leur apprentissage du français à l'étranger, les candidats à l'immigration sont référés aux partenaires du Ministère, telles les Alliances françaises qui dispensent les cours de français.

QUESTION 34

**COPIE DE TOUS LES MANDATS DONNÉS AU CONSEIL DES RELATIONS INTERCULTURELLES
EN 2006-2007**

Le Conseil des relations interculturelles a reçu les mandats suivants en 2006-2007 :

- Un mémoire sur la réforme de la Loi électorale présenté à la commission spéciale sur la Loi électorale et intitulé *Pour une inclusion et une représentation réelle de la diversité ethnoculturelle à l'Assemblée nationale* (mai 2006).
- Un mémoire présenté à la Commission de la culture en vue d'une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et les discriminations (septembre 2006).

QUESTION 35

**COPIE DES CONSULTATIONS, ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉES PAR LE CONSEIL
DES RELATIONS INTERCULTURELLES EN 2006-2007**

Le Conseil des relations interculturelles a publié les documents suivants durant l'exercice financier 2006-2007 :

- Un mémoire intitulé *Pour une inclusion et une représentation réelle de la diversité ethnoculturelle à l'Assemblée nationale* présenté à la Commission spéciale sur la Loi électorale (mai 2006).
- Un mémoire intitulé *Pour un modèle québécois intégré de lutte contre le racisme et les discriminations* présenté à la Commission de la culture en vue d'une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et les discriminations (septembre 2006).
- La version anglaise du mémoire présenté à la Commission de la culture en septembre 2006 *Towards an integrated systems approach to fight against racism and other forms of discrimination in Quebec* (mars 2007).

Par ailleurs, la présidente siège sur différents comités tels que le groupe de travail sur le profilage racial, la Semaine d'actions contre le racisme, Immigration et métropoles, volet économique, le Conseil des partenaires du centre d'excellence universitaire Immigration et métropoles, le comité directeur de Montréal diversité, le comité sur la diversité de la Croix-Rouge, le comité directeur du développement social, les Prix québécois de la citoyenneté, le groupe de discussion McCord, etc. Le Conseil fait partie également d'autres comités comme le Comité ethnoculturel sur la diversité en milieu carcéral du Service correctionnel du Canada, la Semaine québécoise des familles. Lors de ces rencontres, les membres du comité ont à se prononcer sur les documents déposés et à les approuver.

QUESTION 36

PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS DES DÉPENSES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DE SENSIBILISATION POUR ENRAYER LE PROFILAGE RACIAL ET POUR INFORMER SUR LES RÉALITÉS ET LES DIFFÉRENCES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET MINORITÉS VISIBLES

En matière de lutte contre le racisme et la discrimination, le MICC continuera son action par :

- l'élaboration d'une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et d'un plan d'action;
- la poursuite des travaux du Groupe de travail sur le profilage racial;
- le suivi de la mise en œuvre des recommandations du Groupe de travail sur la pleine participation à la société québécoise des communautés noires;
- le financement de projets réalisés par des organismes communautaires dans le cadre du Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI).

Afin d'informer sur les réalités et les différences des communautés culturelles et des minorités visibles, le Ministère poursuivra ses activités par :

- l'élaboration de sessions de formation et de sensibilisation à la diversité ethnoculturelle destinées aux réseaux gouvernemental, privé et communautaire de soutien à l'entrepreneuriat;
- le soutien du Mois de l'histoire des Noirs, qui vient d'être consacré officiellement par une loi entrée en vigueur le 1^{er} février 2007, et de la Semaine d'actions contre le racisme;
- les travaux des tables de travail des communautés culturelles : communautés bangladaise, maghrébine et latino-américaine;
- les activités du Service-conseil en relations interculturelles visant à élaborer et à diffuser, à l'intention des gestionnaires publics et privés, des outils, des guides pratiques et des formations visant l'embauche et le maintien en emploi d'une main-d'œuvre diversifiée;
- l'organisation de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles.

Les dépenses associées à la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre le racisme et la discrimination seront connues à l'automne 2007 lorsque ce plan d'action sera finalisé et adopté. En ce qui concerne les dépenses liées au soutien des projets et des événements divers, elles dépendent du nombre de projets déposés par les organismes communautaires. Elles ne seront connues, par conséquent, qu'à la fin de l'exercice financier. En 2006-2007, le PARCI a alloué une somme de 1 864 736 \$ pour le financement de projets.

QUESTION 37

**LISTE ET COPIE DE TOUTES LES ÉTUDES ET DE TOUS LES RAPPORTS SUR L'INTÉGRATION
SOCIOÉCONOMIQUE DES IMMIGRANTS ET MINORITÉS VISIBLES DANS LA FONCTION
PUBLIQUE ET L'ENTREPRISE PRIVÉE COMMANDÉS POUR OU PAR LE MINISTÈRE DE
L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES EN 2006-2007**

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

QUESTION 38

**PLAN D'ACTION 2007-2008 DU PROGRAMME DE PARTICIPATION DES MINORITÉS VISIBLES
AU PROCESSUS DE SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE**

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

QUESTION 39

ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DEPUIS 2002 DANS LA RÉVISION DES OUTILS QUI POURRAIENT DÉSAVANTAGER LES MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES DANS LE PROCESSUS DE SÉLECTION ET DE PROMOTION DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET DANS L'ACCESSIBILITÉ À CERTAINES SUBVENTIONS

La réponse suivante a été fournie par le Secrétariat du Conseil du trésor :

- Une étude en plusieurs étapes, intitulée « Les membres de communautés culturelles et les moyens d'évaluation utilisés dans la fonction publique » a été réalisée par une équipe de recherche de l'Université Laval. La première étape a mené à la production d'un rapport, déposé le 2 novembre 2005, qui faisait état d'une analyse de la documentation en la matière. Par la suite, différentes analyses ont été réalisées et ont mené à la production d'un rapport synthèse, déposé le 20 décembre 2006.
- En ce qui concerne l'analyse de la documentation, les conclusions de l'équipe de recherche sont à l'effet que :
 - l'obtention d'un taux de succès moins élevé, à certains examens, pour les membres des minorités culturelles n'est aucunement spécifique à la fonction publique québécoise;
 - aucune intervention ne paraît être en mesure d'éliminer complètement les différences au niveau des taux de succès. Cependant des moyens pourraient permettre de les réduire, parfois substantiellement, mais aucun ne réussirait à contrôler totalement les différences;
 - les interventions qui permettront de réduire l'écart entre le taux de succès des groupes de candidats ne peuvent être ni uniquement des actions ponctuelles ni le seul fait de privilégier un type d'examen plutôt qu'un autre. Les actions doivent être multiples, circonstanciées et être axées tant sur le caractère organisationnel des processus de sélection que sur les aspects techniques, propres aux divers moyens d'évaluation;
 - selon les lois et la jurisprudence actuelles, il n'est pas possible de déterminer avec précision les facteurs de discrimination systématique d'un processus de sélection ou d'examen.
- Ce rapport contient également des recommandations générales en lien avec la diversité et l'équité dans la fonction publique, de même que des recommandations spécifiques en lien avec les pratiques de sélection du personnel et leur impact sur les membres des communautés culturelles.
- Actions mises de l'avant en lien avec les pratiques de sélection :
 - Afin de faciliter la préparation des candidats aux examens, un dépliant d'information a été produit décrivant ces examens. Ce dépliant est disponible sur le site internet du SCT où l'on retrouve également des exemples de questions.
 - Une fiche explicative sur les examens est jointe à l'avis de convocation des candidats.
 - Lors de l'élaboration des examens, une attention particulière est accordée notamment, au choix des mots, à la longueur des textes, au niveau de langage utilisé, etc.
 - À l'étape des prétests des examens, un effort est déployé pour inviter des membres des communautés culturelles.

Au-delà de l'étude, le gouvernement a mis de l'avant plusieurs mesures :

- Un mécanisme a été mis sur pied prévoyant la référence systématique de candidatures provenant des membres des groupes cibles et l'autorisation préalable au comblement de tous les emplois réguliers.
- Le secrétaire général du gouvernement a formulé une attente spécifique à l'ensemble des sous-ministres et dirigeants d'organismes en matière d'embauche de membres des groupes cibles.

QUESTION 39

- La tenue de concours de recrutement aux conditions minimales, c'est-à-dire exigeant peu ou pas d'expérience, permettant ainsi d'obtenir plus de candidatures de membres de groupes cibles.
 - Possibilité pour les candidats membres de groupes cibles de poser leur candidature à un concours de recrutement même s'il ne réside pas dans la région mentionnée dans l'appel de candidatures.
 - Un budget spécial est alloué pour couvrir les frais de déménagement de membres de groupes cibles voulant occuper un emploi à l'extérieur de la région de Montréal.
-
- Plus globalement, le SCT et le CSPQ, à la lumière des constats et des hypothèses avancées dans l'étude, vont revoir, au besoin, le contenu de certains examens, notamment à l'aide d'analyses statistiques complémentaires.
 - Soulignons enfin que le SCT ne gère aucun programme de subventions en lien avec l'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique.

QUESTION 40

DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ENTRE LE MICC ET LES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE DES RÉGIONS POUR LA PROMOTION ET LE
RECRUTEMENT DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DEPUIS 2002

ÉduQuébec-Régions

- Ce projet a débuté en juin 2002. À la suite d'une tournée des régions, le MICC (alors nommé le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration) élabore et met sur pied un projet de partenariat visant à accroître le nombre d'étudiants étrangers dans les cinq régions ressources québécoises abritant une constituante de l'Université du Québec (Abitibi Témiscamingue, Bas-St-Laurent, Mauricie, Outaouais, Saguenay-Lac-St-Jean).
- Dans le cadre de ce projet, un comité d'orientation et un groupe de travail sont formés réunissant des représentants du MICC, du ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports (alors le ministère de l'Éducation du Québec), des cinq constituantes de l'Université du Québec en région et de Cégep international.
- Le MELS accorde au projet de partenariat une subvention non récurrente de 300 000 \$, devant servir à la réalisation de matériel promotionnel commun.
- Le partenariat entre le MICC, le MELS, les cinq établissements universitaires et Cégep international, au nom de 14 cégeps, se concrétise par une entente qui prévoit notamment l'utilisation de la signature corporative « ÉduQuébec-Régions », pour la réalisation des activités et du matériel promotionnel commun. Ce partenariat est prévu pour une durée initiale de trois ans.
- Le matériel promotionnel ÉduQuébec-Régions est réalisé en 2003 : dépliant, brochure, affiches, cartes postales, bannières et site Internet, en versions française et espagnole.
- Les territoires ciblés pour la promotion sont principalement la France, y compris la Réunion, et le Mexique.

1^{ère} année de réalisation (novembre 2003 à mars 2004) :

- Les activités de promotion démarrent en France, y compris la Réunion, et au Mexique. Les activités promotionnelles incluent la participation à des salons de l'éducation, des rencontres de représentants d'établissements et des séances d'information. Plusieurs établissements participent à ces activités, en y déléguant un représentant.
- Distribution à grande échelle de matériel de promotion en français et espagnol.

2^e année de réalisation (avril 2004 à mars 2005) :

- Le projet ÉduQuébec-Régions est identifié comme mesure du Plan d'action 2004-2007 *Des valeurs partagées, des intérêts communs*.
- Cinq missions sont réalisées au Mexique et en France, auxquelles s'ajoute une mission exploratoire en Argentine. La Réunion devient un territoire de promotion et de recrutement où le Ministère applique une stratégie distincte.
- Distribution à grande échelle de matériel de promotion en français et espagnol.

QUESTION 40

3^e année de réalisation (avril 2005 à mars 2006) :

- Six missions de promotion sont réalisées, dont trois en France et trois au Mexique, couvrant un total de 16 villes.
- Diverses mesures sont mises en place dans le but d'augmenter la fréquentation du site Internet d'ÉduQuébec-Régions : courriels marketing, distribution de cartes postales portant l'adresse du site, hyperliens à partir d'autres sites et campagne de référencement.
- Distribution à grande échelle de matériel de promotion en français et espagnol.

4^e année de réalisation (avril 2006 à mars 2007) :

- Cinq missions de promotion sont réalisées, dont trois en France et deux au Mexique, dans onze villes.
- Distribution à grande échelle de matériel de promotion en français et espagnol.
- Le projet ÉduQuébec-Régions fait l'objet d'une évaluation de programme et des décisions seront prises au cours des prochains mois concernant son orientation future.

Île de la Réunion

- En mars 2003, le Ministère conclut une Déclaration de coopération avec le Conseil régional de la Réunion, prévoyant notamment un échange de fonctionnaires, en vue de favoriser la mobilité entre les deux territoires. Au cours de la même année, une mission de promotion des études y est réalisée sous la bannière ÉduQuébec-Régions.
- À l'automne 2004, une mission est organisée par le Ministère en collaboration avec le Conseil Régional de la Réunion. Cette mission vise la promotion et le recrutement d'étudiants et réunit des participants du Bas-Saint-Laurent, de Chaudière-Appalaches, de la Gaspésie et de la Mauricie, représentant 12 établissements et une conférence régionale des élus. Cette mission mène à l'accueil de 161 nouveaux étudiants de la Réunion dans les établissements en région, particulièrement dans les cégeps, à la rentrée 2005.
- À l'automne 2005, une nouvelle mission à la Réunion est dirigée par le Ministère. Elle comprend des participants de huit régions du Québec, dont l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte Nord, l'Estrie et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, en plus des régions identifiées plus haut, ainsi que des représentants de 17 établissements d'enseignement et de trois conférences régionales des élus. Cette mission s'est concrétisée par l'arrivée de plus de 250 nouveaux étudiants en région, à la rentrée 2006.
- La mission de l'automne 2006 réunit des représentants de 21 établissements d'enseignement en région. Cette mission met l'accent sur des programmes de formation offrant des perspectives d'emploi favorables ou très favorables, afin d'assurer une meilleure transition vers le marché du travail, une fois les études terminées. Près de 250 étudiants ont été recrutés au cours de la mission même. Les résultats définitifs ne seront toutefois connus qu'à la rentrée 2007.
- En février 2007, le Ministère conclut, avec le Conseil Régional de la Réunion, un nouveau Protocole de coopération visant à favoriser la mobilité des jeunes vers le Québec.

QUESTION 41

**NOMBRE DE MÉDECINS ÉTRANGERS RECRUTÉS PAR L'ÉQUIPE
« RECRUTEMENT SANTÉ QUÉBEC » EN 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 AINSI QUE LE
NOMBRE DE DEMANDES TOTAL ET LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008**

La réponse suivante a été fournie par le ministère de la Santé et des Services sociaux :

En novembre 2003, le ministre de la Santé et des Services sociaux annonçait la mise en place d'une équipe, Recrutement Santé Québec (RSQ), qui est devenue la porte d'entrée pour la très grande majorité des médecins détenteurs d'un diplôme d'une faculté de médecine située à l'extérieur du Canada et des États-Unis qui souhaitent obtenir un permis restrictif pour exercer la médecine dans un établissement d'une région éloignée, intermédiaire ou périphérique.

Jusqu'à maintenant, RSQ a reçu **1020 demandes d'inscriptions et réalisé 222 parrainages** avec divers établissements. De plus, 33 candidats sont présentement en stage d'évaluation ou en attente d'un tel stage. Ainsi, plusieurs candidats pourraient débiter d'ici quelques mois leur pratique de médecine au Québec.

Les milieux universitaires recrutent aussi des médecins étrangers. Ces médecins que l'on nomme « médecins sélectionnés professeurs » sont recrutés pour de l'enseignement, de la recherche et de la clinique. Le recrutement de ces médecins n'est pas assujéti aux mêmes règles que ceux recrutés pour les milieux autres qu'universitaires. Le nombre de nouveaux permis émis de médecins sélectionnés par le CMQ se retrouve dans la deuxième colonne.

Voici au cours des dernières années, le nombre de permis restrictifs émis par le Collège des médecins du Québec (CMQ).

	Cliniques	Professeurs	Total
2000	11	24	35
2001	17	47	64
2002	16	39	55
2003	23	40	63
2004	17	35	52
2005	21	42	63
2006	15	30	45

Il faut noter que **387 médecins** pratiquent actuellement sous permis restrictif au Québec incluant 240 « médecins sélectionnés professeurs » et **147 cliniciens, dont 50 en régions périphériques, 44 en régions intermédiaires et 37 en régions éloignées.**

QUESTION 42

**DÉTAIL DES DÉMARCHES EFFECTUÉES EN 2006-2007 AUPRÈS DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL DANS LE BUT DE RÉDUIRE LES DÉLAIS DE TRAITEMENT
DES DEMANDES D'IMMIGRATION**

Travaux du Groupe de travail du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et de Citoyenneté et Immigration Canada (MICC-CIC) portant sur les opérations à l'étranger

- Dans le cadre de ses rencontres bi-annuelles, le Québec a réitéré en 2006 sa requête au gouvernement canadien de veiller à ce que les délais de traitement des demandes d'immigration déposées auprès de leurs bureaux au Canada et à l'étranger soient réduites à leur plus strict minimum. Afin de veiller à ce que cette requête maintes fois répétée soit suivie d'effets concrets, le Québec a proposé et obtenu que soit constitué un comité de travail plus réduit, réunissant un groupe d'experts ayant pour mandat de traiter spécifiquement de cette question sensible. Ce comité de travail s'est réuni en 2006 et au début de l'année 2007.
- À la suite des réunions successives du groupe et du comité de travail tenues en 2006, CIC a réduit la période de traitement de ses dossiers à 8 mois pour les travailleurs permanents et à 12 mois pour les gens d'affaires, ce qui représente une amélioration. CIC a également procédé en 2006 à des réaménagements de ressources dans ses bureaux à l'étranger en tenant compte des besoins et attentes du Québec.
- Le groupe et le comité de travail MICC-CIC poursuivent leurs activités en 2007 au même rythme et avec le même objectif. Le MICC avait préparé en 2006, à l'intention de ses homologues fédéraux, la répartition de ses objectifs par territoires et unités administratives. Cette initiative, très appréciée par CIC, a permis au fédéral de mieux planifier ses niveaux d'admission projetés pour le Québec, tant pour les travailleurs qualifiés que pour les gens d'affaires.

Interventions dans le dossier du parrainage collectif

- Les délais de traitement constituent un irritant dans le programme de parrainage collectif des réfugiés. Les délais les plus importants sont liés au fait qu'il appartient au gouvernement canadien de déterminer si la personne parrainée est un réfugié ou une personne en situation semblable.
- Des discussions avec l'Administration centrale de CIC et les bureaux canadiens des visas de Nairobi et de Bogota ont permis de rencontrer en entrevue un plus grand nombre de réfugiés pris en charge par le gouvernement et parrainés. Des missions ont été réalisées en 2006 au Kenya, en Ouganda, en Colombie et en Équateur.

QUESTION 43

**SUIVI DÉTAILLÉ DES TRAVAUX DU MICC DEPUIS 2002 POUR LA RECONNAISSANCE DES
COMPÉTENCES ACQUISES À L'ÉTRANGER PAR LES PERSONNES IMMIGRANTES**

Projets visant à faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés*Douze projets élaborés en 2006-2007 :*

- Barreau du Québec : élaboration d'une formation d'une journée pour présenter notamment les fondements du droit québécois, les institutions canadiennes et québécoises ainsi que la culture et le système judiciaire québécois. Le protocole d'entente a été signé.
- Collège des médecins du Québec : élaboration d'un document d'information interactif. Le protocole d'entente a été signé.
- Ordre des agronomes du Québec : élaboration d'un référentiel des compétences, d'une grille de référence et d'un examen d'évaluation structuré pour améliorer le processus de reconnaissance des acquis de formation et des acquis expérientiels des personnes formées à l'étranger. Le protocole d'entente est en voie d'être signé.
- Ordre des comptables en management accrédités du Québec : conception d'un module d'autoévaluation des équivalences en ligne qui permettra l'automatisation de l'évaluation des dossiers. Le protocole d'entente a été signé.
- Ordre des dentistes du Québec : conception d'un atelier préparatoire aux trois parties de l'examen pratique exigé en vue de la reconnaissance de l'équivalence de la formation des dentistes formés à l'étranger. Le protocole d'entente est en voie d'être signé.
- Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec : conception d'un examen pour évaluer l'équivalence de diplôme et de la formation, ainsi que d'un guide préparatoire à l'examen. Le protocole d'entente a été signé.
- Ordre des infirmières et infirmiers du Québec : conception d'un document d'autoapprentissage sur les aspects juridiques, déontologiques et éthiques de la pratique infirmière au Québec. Le protocole d'entente a été signé.
- Ordre des médecins vétérinaires du Québec : élaboration d'une session d'information et d'un guide portant sur les possibilités de satisfaire aux exigences d'admission; diffusion d'information sur le site Internet de l'Ordre et traitement des demandes d'admission en ligne. Le protocole d'entente a été signé.
- Ordre des techniciennes et techniciens dentaires du Québec : révision de l'examen en vue de la reconnaissance de la formation et de l'expérience; élaboration d'un cours préparatoire à cet examen; mise en ligne d'un outil d'autoévaluation. Le protocole d'entente a été signé.
- Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec : élaboration d'un outil d'autoévaluation des diplômes et de l'expérience des personnes formées à l'étranger afin que les candidats à l'immigration et les nouveaux arrivants puisse obtenir une information juste des conditions à satisfaire pour obtenir un permis d'exercice. Le protocole d'entente est en voie d'être signé.
- Ordre professionnel des sages-femmes du Québec : élaboration d'une grille de compétences permettant d'évaluer les acquis scolaires et expérientiels; conception d'un module d'autoévaluation en ligne. Le protocole d'entente a été signé.
- Ordre professionnel des technologistes médicaux du Québec : conception d'un outil d'autoévaluation en ligne des diplômes et des acquis. Le protocole d'entente a été signé.

QUESTION 43

Projets annoncés en 2006-2007

Cinq ententes avec des ordres professionnels du secteur de la santé ont été annoncées le 12 mai 2006 :

- Ordre des technologues en radiologie du Québec : élaboration d'un outil d'autoévaluation et d'un document de référence préparatoire à l'examen professionnel; élaboration d'une formation d'appoint offerte au Collège Ahuntsic.
- Ordre des acupuncteurs du Québec : mise en place de mécanismes de collaboration avec la Chine et de stages personnalisés en clinique privée.
- Ordre des technologues médicaux du Québec : élaboration d'un profil de compétences.
- Ordre de la physiothérapie du Québec : élaboration d'un atelier d'introduction à la pratique de la physiothérapie (physiothérapeute et thérapeute en réadaptation physique).
- Ordre des infirmières et infirmiers du Québec : échange d'expertise avec le Ministère concernant l'évaluation des diplômes obtenus à l'étranger et simplification des démarches de demande de reconnaissance d'équivalence.

Autres projets du Ministère et de ses partenaires

En avril 2002, une série d'actions visant à faciliter l'accès des personnes immigrantes aux professions régies par les ordres professionnels ont été annoncées. Ces actions, réalisées par le Ministère ou avec son soutien financier, visent à mieux informer les personnes immigrantes, à mieux reconnaître leurs acquis et à améliorer leur accès à la formation d'appoint.

- Une mesure d'accompagnement personnalisé à l'intention des médecins formés à l'étranger est en place depuis novembre 2003 au Service d'information sur les professions et métiers réglementés (SIPMR). Un soutien est offert aux candidats dans leurs démarches d'intégration au marché du travail par l'accès à la profession de médecin ou par une aide en matière d'orientation vers une profession connexe.
- Des ateliers préparatoires à l'examen des sciences cliniques médicales du Collège des médecins du Québec sont offerts depuis 2003. Des groupes d'études sont également offerts depuis 2004. Ces projets ont permis d'améliorer le taux de réussite aux examens, qui était de 62,5 % (en 2004 et en 2005) et de 54,2 % (en 2006) pour les personnes ayant participé à la fois aux ateliers et aux groupes d'études. Pour celles n'y ayant pas participé, le taux de réussite variait entre 23,7 % et 35,4 %. Depuis 2003, environ 200 médecins formés à l'étranger ont été admis en formation postdoctorale par les universités québécoises. En 2001 et 2002, seulement 10 ont été admis.
- L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec a produit un document de formation, disponible depuis juillet 2003, pour la préparation à l'examen professionnel des candidats formés à l'étranger.
- L'Ordre des chimistes du Québec a élaboré un outil d'autoévaluation, disponible dans son site Internet depuis avril 2003.
- L'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec a conçu un examen fiable et valide d'évaluation de la formation extrascolaire des candidats à la profession d'orthophoniste.
- L'Ordre des agronomes du Québec a préparé un guide d'autoformation en préparation à l'examen professionnel.
- Des formations d'appoint sont offertes aux infirmières, aux ingénieurs et aux infirmières auxiliaires formées à l'étranger. Le ministère, Emploi-Québec, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Santé et des Services sociaux et les ordres professionnels visés collaborent à la mise en œuvre de ces formations.
- Des journées de travail sur les méthodes et les outils utilisés en matière de reconnaissance d'équivalence et des sessions de formation sur l'intervention en contexte interculturel ont été organisées par le Conseil interprofessionnel du Québec, avec la contribution du MICC, à l'intention du personnel des ordres professionnels.

QUESTION 43

- Mise en place du service, aujourd'hui nommé Service d'information sur les professions et métiers réglementés (SIPMR), en septembre 2002. Nombre de clients reçus et aidés par le SIPMR du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007 : 1 645 personnes. En 2005, le mandat de ce service, qui ne touchait que les professions régies par les ordres professionnels, a été élargi et couvre maintenant les autres professions et métiers réglementés.
- Quarante-cinq fiches d'information portant sur les professions régies par les ordres professionnels produites par le MICC et validées par les ordres sont diffusées depuis 2002. Des documents d'information générale, intitulés *L'exercice d'une profession régie par un ordre professionnel* et *Les métiers régis de la construction et les métiers régis hors construction* ont également été produits. Ces documents sont distribués à la clientèle du MICC, notamment aux candidats à l'immigration à l'étranger, et sont accessibles dans le site Internet du Ministère.
- Des séances d'information, animées par des conseillers du MICC, sont offertes afin de renseigner davantage les candidats sélectionnés, notamment, sur la question de l'accès aux professions régies par les ordres.
- En 2002, le programme d'aide financière *Soutien à des projets pilotes afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels* et la conception de documents d'information est créé.

L'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec

- Une consultation sur l'Évaluation comparative a été menée auprès des employeurs, des établissements d'enseignement et des organismes de réglementation à l'automne 2004. De plus, le Ministère a réalisé une enquête sur ce sujet à l'hiver 2005 auprès des personnes immigrantes. Les deux enquêtes présentent des résultats globalement positifs en ce qui a trait à l'appréciation du document et du service. Sur la base des résultats de ces travaux, qui ont été rendus publics en janvier 2006, des améliorations ont été apportées à l'information qui accompagne ce document.
- En mars 2005, l'entente entre le Conseil interprofessionnel du Québec et le MICC est annoncée. Son objectif est de favoriser l'échange de renseignements factuels et d'expertise sur l'évaluation des diplômes délivrés hors du Québec. Les échanges entre le MICC et les ordres professionnels portent sur des données générales sur les différents systèmes scolaires étrangers, sur les méthodes d'évaluation des diplômes étrangers, sur le résultat de l'évaluation de certains de ces diplômes, ainsi que sur l'authentification des documents et leur traduction. Pour les personnes immigrantes, cette collaboration facilite dans certains cas l'étude de leur dossier en vue de l'obtention d'un permis d'un ordre professionnel ou d'une *Évaluation comparative*.
- En 2006-2007, le ministère a délivré 14 631 *Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec* à des personnes diplômées hors du Québec, ayant pour la plupart l'intention d'utiliser ce document pour se trouver un emploi.
- Depuis 2003, diffusion dans le site Internet Immigration-Québec de Guides de comparaison des études. Cinq guides sont maintenant disponibles. Ils portent sur le Chili, la Chine, la France, le Maroc et le Rwanda. D'autres guides sont en préparation.
- En octobre 2002, une nouvelle trousse de l'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec était distribuée.

Efforts de consultation et de concertation*Le Comité multipartite sur l'accès aux professions régies par les ordres professionnels*

- En mai 2006, le Comité multipartite sur l'accès aux professions régies par les ordres professionnels est formé. Ce comité, composé de représentants des principaux acteurs du système professionnel (ordres professionnels, établissements d'enseignement supérieur et gouvernement), a été chargé de s'assurer du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger et d'assurer la cohérence des actions en matière d'accès aux professions régies. Depuis sa formation, le Comité multipartite a tenu trois réunions.

QUESTION 43

L'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger

- En février 2005, l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger débute ses travaux. La formation de l'Équipe a été annoncée lors du Forum des générations afin d'accélérer la concertation de tous les intervenants visés par la question de la reconnaissance des acquis.
- Sur la base des recommandations du Groupe de travail de parlementaires et qui concernent spécifiquement l'accès aux professions régies par les ordres professionnels, le mandat de l'Équipe de travail était le suivant :
 - circonscrire les principales difficultés qui empêchent de reconnaître plus rapidement la formation et les compétences des personnes formées à l'étranger;
 - déterminer les actions et les mesures incontournables pour lever ces difficultés;
 - susciter l'engagement des intervenants concernés à réaliser rapidement des actions structurantes et concrètes qui auront un impact significatif.
- L'Équipe de travail a officiellement remis son rapport en décembre 2005 à M^{me} Lise Thériault, alors ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. La plupart des recommandations de l'Équipe de travail, ainsi que celles du Groupe de travail de parlementaires, sont réalisées ou en bonne voie de l'être.
- À titre d'exemple, des modifications au Code des professions, en vigueur depuis juin 2006, habilitent les ordres à délivrer de nouvelles formes de permis favorisant l'intégration professionnelle des personnes formées à l'étranger. D'ici juin 2008, chaque ordre devra produire un rapport à l'OPQ sur la mise en application de ces dispositions.

Le Groupe de travail de parlementaires sur l'accès aux professions et métiers réglementés

- En mars 2004, annonce de la constitution du Groupe de travail sur les professions et métiers réglementés dont le mandat était d'exposer les difficultés liées à la reconnaissance des compétences et des formations des personnes formées à l'étranger et de proposer des solutions pour faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés. Ce groupe de travail était formé de quatre députés, sous la présidence de M^{me} Diane Legault, alors adjointe parlementaire de la ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.
- En s'appuyant sur les résultats d'une consultation menée auprès de la population du Québec et des intervenants touchés par la question de la reconnaissance des acquis, le Groupe de travail a produit un rapport proposant des recommandations visant à faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés et ainsi favoriser une insertion professionnelle plus rapide des personnes immigrantes. Le rapport du Groupe de travail de parlementaires a été rendu public en mars 2005.

QUESTION 44

**TOUTE DOCUMENTATION DEPUIS 2002 (ÉTUDES, RAPPORTS, PROCÈS VERBAUX,
CORRESPONDANCE) PRODUITE PAR LA TABLE DE CONCERTATION SUR L'IMMIGRATION ET
L'ADMISSION AUX ORDRES PROFESSIONNELS**

Les activités de la Table de concertation sur l'immigration et l'admission aux ordres professionnels ont été suspendues en 2004 en raison des travaux menés par le Groupe de travail sur l'accès aux professions et métiers réglementés. Le rapport a été rendu public le 18 mars 2005. De plus, le rapport de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger a été officiellement remis le 5 décembre 2005.

Un Comité de travail multipartite sur l'accès aux professions régies par les ordres professionnels a été mis sur pied en mai 2006 afin d'assurer le suivi des recommandations de l'Équipe de travail. Ce comité multipartite prend la relève de la Table et assure le suivi et la cohérence des actions en matière d'accès aux professions régies.

Ainsi, il n'y a aucune nouvelle documentation produite par la Table.

QUESTION 45

DÉTAIL DES DÉMARCHES ENTREPRISES DEPUIS 2002 AFIN DE CONSTITUER UN RÉSEAU DE PARTENAIRES ÉTRANGERS POUR L'ÉVALUATION DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES ET POUR L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

ÉVALUATION DU FRANÇAIS PAR UN ORGANISME EXTERNE – TESTS STANDARDISÉS

- Le MICC a conclu des ententes de partenariat avec deux fournisseurs de services spécialisés en vue de l'élaboration d'instruments standardisés pour l'évaluation des compétences linguistiques en français. Il s'agit de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), qui administre notamment le Test d'évaluation de français (TEF) calibré sur l'échelle du cadre commun européen, et du Centre international d'études pédagogiques (CIEP), qui administre notamment le Test de connaissance de français (TCF), lequel positionne également les candidats sur l'échelle du cadre européen commun de référence pour les langues.
- Ces deux organismes ont développé, pour le Ministère, un test adapté aux besoins du Québec, pour l'évaluation des compétences linguistiques des candidats, aux fins de leur sélection dans la catégorie des travailleurs.
- La CCIP a proposé une version abrégée du Test d'évaluation de français (TEF), soit le Test d'évaluation du français adapté pour le Québec (TEFAQ). Les candidats auront la possibilité de s'inscrire à une session du TEFAQ auprès de la CCIP ou dans un des 320 centres agréés TEFAQ dans le monde.
- Le CIEP a proposé une version spécifique du Test de connaissance du français (TCF), soit le Test de connaissance du français pour le Québec (TCFQ). Le CIEP dispose d'un réseau de 401 centres agréés répartis dans 126 pays.
- Ces tests adaptés au Québec sont dorénavant reconnus aux fins de la sélection québécoise et sont en vigueur depuis janvier 2007.

ENTENTES DE FRANCISATION AVEC DES PARTENAIRES À L'ÉTRANGER

- À ce jour, 43 ententes officielles avec le MICC ont été signées depuis mai 2003 en Amérique latine, en Asie et en Europe de l'Est. Les ententes conclues entre le MICC et les différents partenaires concernés visent la promotion et la référence à des cours de français sur les territoires concernés. Pour chaque entente signée, un fonds documentaire sur le Québec est distribué au partenaire.
- Entre la signature, en 2003, de la première entente de partenariat avec des institutions spécialisées dans l'enseignement du français et le 31 décembre 2006, 2 961 candidatures ont été référées en francisation, dont 1 252 en 2006. Ainsi, lorsque le MICC réfère un candidat en francisation, celui-ci dispose d'un délai d'une année pour améliorer ses connaissances linguistiques en français.

QUESTION 46

**DÉTAIL DES MESURES EXISTANTES OU ENVISAGÉES DANS LE BUT DE MIEUX INTÉGRER LES
FEMMES IMMIGRANTES ET ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES,
VICTIMES DE VIOLENCE ET D'ISOLEMENT**

- La part des femmes parmi les bénéficiaires des services offerts par le Ministère ou ses partenaires est relativement importante. Ainsi, pour l'année financière 2006-2007, les femmes représentaient 61,9 % des personnes inscrites à la francisation à temps complet et 64 % au temps partiel.
- Le Plan d'action 2004-2007 *Des valeurs partagées, des intérêts communs* a prévu deux mesures spécifiques visant les femmes immigrantes et des communautés culturelles, la première visait à joindre les femmes immigrantes ou issues des communautés culturelles qui vivent isolées et la seconde visait à prévenir la violence conjugale et les agressions à caractère sexuel envers les personnes immigrantes ou issues des communautés culturelles.
- En 2006-2007, afin de réaliser ces engagements, le MICC a offert:
 - un soutien financier à 13 groupes de femmes pour un montant de 779 172 \$. De ce montant, 617 660 \$ ont été accordé à 6 organismes dans le cadre du programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) pour des services d'intégration socioéconomique, incluant le dépistage des problématiques de violence, l'information sur les services offerts et la référence aux organismes du réseau de la santé et des services sociaux spécialisés en matière de violence conjugale;
 - un soutien financier à 13 groupes de femmes pour un montant de 779 172 \$. De ce montant, 617 660 \$ ont été accordé à 6 organismes dans le cadre du programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) pour des services d'intégration socioéconomique, incluant le dépistage des problématiques de violence, l'information sur les services offerts et la référence aux organismes du réseau de la santé et des services sociaux spécialisés en matière de violence conjugale;
 - un soutien financier de 334 032 \$ à 19 projets destinés à une clientèle majoritairement féminine et portés par des organismes communautaires du milieu dans cinq régions;
 - des contrats de francisation des immigrants, totalisant 77 500 \$ accordés à des organismes de soutien aux femmes immigrantes à Montréal pour des cours de français à temps partiel afin de joindre les femmes immigrantes et des communautés culturelles qui vivent de manière isolée;
 - la tenue de 135 sessions d'information sur la violence conjugale offertes dans le cadre de cours de francisation à temps complet qui ont permis de joindre et de sensibiliser 1 687 personnes, autant des hommes que des femmes immigrantes;
 - un soutien financier totalisant 57 750 \$ à 3 projets dans la région de Montréal et à un projet national accordé à la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec visant la formation de formatrices dans le domaine de la violence envers les femmes en contexte interculturel dans 10 régions du Québec.

QUESTION 47

**DÉTAIL DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE LA RÉVISION
DU PROGRAMME DE PARRAINAGE COLLECTIF**

▪ Révision de certaines exigences réglementaires

Le MICC avait rendu publiques ses intentions relativement à l'assouplissement de certaines règles régissant le programme de parrainage collectif des réfugiés. Les modifications réglementaires sont entrées en vigueur le 16 octobre 2006. Elles se résument comme suit :

- Composition des groupes : des groupes de deux à cinq personnes (plutôt que de cinq personnes seulement) peuvent s'engager conjointement et solidairement envers des réfugiés en souscrivant un parrainage. Une formule permet également à une personne morale et à un individu de souscrire conjointement un engagement.
- Durée de l'engagement : un engagement d'une durée de trois ans (plutôt que d'un an seulement) peut être souscrit de manière à ce que des personnes présentant de plus faibles capacités d'établissement puissent également être sélectionnées dans le cadre de ce programme.

▪ Promotion du programme de parrainage collectif

Le Programme de parrainage collectif fera l'objet de promotion en 2007 afin de faire connaître le programme à l'ensemble de la société québécoise et de susciter davantage de parrainages.

QUESTION 48

DÉTAIL DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR LA RÉVISION DU PROCESSUS DE TRAITEMENT EN VUE DE RÉDUIRE LES DÉLAIS POUR LES DEMANDES D'ENGAGEMENT DANS LA CATÉGORIE DU REGROUPEMENT FAMILIAL

- **Révision du processus de traitement**

La révision du processus de traitement des demandes s'inscrit dans la foulée du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs* qui prévoit accélérer la réunification des membres de la catégorie du regroupement familial.

En 2006-2007, l'examen des activités relatives à la gestion des demandes d'engagement a été complété. Des solutions comprenant une utilisation accrue de la technologie sont en voie d'implantation, ce qui permettra de réduire les délais de traitement des demandes d'engagement pour les garants du Québec.

Les délais pourront être davantage réduits si Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) accepte de modifier certaines modalités de fonctionnement afin de permettre le traitement simultanément de la demande de parrainage, par CIC, et de la demande d'engagement, par le Québec. Des échanges ont eu lieu avec CIC à ce sujet. Ils se poursuivront en 2007-2008.

- **Révision des guides (garant et parrainé) et des outils d'information**

Les Guides du garant et du parrainé ont été révisés et leur distribution a débuté avec l'entrée en vigueur des modifications réglementaires en octobre 2006.

QUESTION 49

DÉLAIS D'ATTENTE POUR DES COURS DE FRANÇAIS DURANT LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle *Déclaration de services aux citoyens*, le 12 avril 2006, le délai d'attente pour les étudiants en francisation est calculé en nombre de jours ouvrables entre la date d'admissibilité et le début du cours. Il est calculé pour les étudiants en francisation au temps complet seulement.

En 2004-2005 et 2005-2006, l'engagement à la *Déclaration de services aux citoyens* était de desservir les étudiants en 3 mois et moins. À partir du 12 avril 2006, cet engagement est précisé à 65 jours ouvrables.

Année financière 2006-2007	Jours ouvrables
Proportion de nouveaux étudiants qui bénéficient d'un 1 ^{er} cours de français dans le délai	76,0 %

L'offre de cours de français à temps complet est organisée selon quatre sessions par année qui débutent à date fixe. Une fois admises, les personnes doivent au minimum attendre le début de la session suivante pour entreprendre leur formation. Elles sont placées sur une liste d'attente pour une session ultérieure s'il n'y a plus de place dans la session suivante.

Puisque les sessions durent 11 semaines, un délai d'attente d'à peu près 3 mois n'est ni exceptionnel ni abusif.

Une attente de plus de 3 mois peut par ailleurs être reliée à différents facteurs :

- l'obligation de favoriser l'homogénéité des groupes (scolarité et connaissances préalables du français);
- le lieu de résidence ou le nombre d'immigrants dans une région donnée;
- une demande formelle du futur étudiant de reporter d'une session son inscription à un cours.

Délai moyen en nombre de jours	Années financière
	2006-2007
	Jours ouvrables
Montréal	44
Capitale-Nationale et Est-du-Québec	48
Estrie, Mauricie et Centre du Québec	44
Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	49
Monterégie	48
Laval, Laurentides et Lanaudière	47
Ensemble du Québec	45

QUESTION 50

NOMBRE D'IMMIGRANTS PARLANT FRANÇAIS À LEUR ARRIVÉE AU QUÉBEC

Nombre et proportion d'immigrants admis au Québec en 2006*
selon la connaissance du français et de l'anglais**

Connaissance du français et de l'anglais	n	%
Français seulement	10 696	23,9
Français et anglais	15 099	33,8
<i>Connaissant le français</i>	25 795	57,7
Anglais seulement	8 789	19,7
Ni français ni anglais	10 102	22,6
Total	44 686	100,0

* Données préliminaires pour 2006.

** Connaissance linguistique au moment de l'admission.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la recherche et de l'analyse prospective.

QUESTION 51

**NOMBRE D'IMMIGRANTS NE PARLANT PAS FRANÇAIS ET NE
S'INSCRIVANT PAS AUX COURS DE FRANÇAIS**

Contexte

Les cours de français aux nouveaux immigrants sont offerts aux adultes ne connaissant pas le français ou ceux ayant des connaissances insuffisantes du français.

Il faut tenir compte que les nouveaux arrivants ne vont pas nécessairement s'inscrire dès leur arrivée. Plus de 70 % de ceux qui s'inscrivent le font la première année, mais certains viendront deux ans, trois ans et plus après avoir obtenu leur statut de résident permanent.

En réponse à la question sur le nombre d'immigrants ne parlant pas le français et ne s'inscrivant pas aux cours de français du MICC, nous avons utilisé les données de l'immigration de 2005.

Résultats

En 2005 le nombre d'immigrants admis a été de 43 312. Sur ce nombre, nous avons estimé qu'il y avait 11 830 adultes ne connaissant pas le français à leur arrivée au Québec.

Au 31 mars 2007, 3 751 immigrants ayant obtenu leur statut de résident permanent en 2005 s'étaient inscrits à un cours de français du MICC, soit une proportion de 31,7 %. La dernière étude disponible sur la fréquentation des cours, tous services confondus, indiquait qu'en 1996, environ 60 % des personnes ne connaissant pas le français s'étaient inscrites à un cours de français. La proportion rejointe par les services ministériels était alors autour de 35 %.

Il est à noter que des cours de langues sont offerts par d'autres institutions que le MICC, notamment les commissions scolaires, les écoles de langue de divers cégeps et universités et le YMCA. Le MICC ne comptabilise pas les clientèles immigrantes rejointes par l'ensemble des services ainsi offerts au Québec.

QUESTION 52

TAUX DE DÉCROCHAGE DES COURS DE FRANCISATION DURANT LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, PAR CENTRE DE FORMATION ET POUR TOUT LE QUÉBEC

Les cours de français étaient auparavant dispensés dans un nombre limité de centres de formation appartenant au ministère. Le MICC fait aujourd’hui appel à plus de 80 partenaires partout au Québec (universités, collèges, organismes à but non lucratifs, commissions scolaires) pour offrir ces cours. Les données par partenaires seraient trop fragmentées pour être fiables et pertinentes.

Le taux de décrochage des cours de français est calculé selon le pourcentage des étudiants actifs n’ayant pas complété les cours auxquels ils participaient.

TAUX DE DECROCHAGE DES COURS DE FRANÇAIS OFFERTS AUX IMMIGRANTS	2006-2007
Cours réguliers à temps plein pour étudiants scolarisés	14,5 %
Cours adaptés à temps plein pour étudiants peu scolarisés	10,8 %
Cours réguliers à temps partiel	33,4 %
4 heures / semaine	21,2 %
6 heures / semaine	28,6 %
9 heures / semaine	33,2 %
12 heures / semaine	37,7 %
Cours spécialisés à temps partiel	24,4 %
4 heures / semaine	13,6 %
6 heures / semaine	22,4 %
9 heures / semaine	44,5 %
12 heures / semaine	32,0 %

Les taux de décrochage sont des données assez stables; les changements observés par rapport à l’année 2005-2006 sont plutôt marginaux, sauf dans le cas des cours spécialisés.

Dans les cours à **temps complet**, les taux de décrochage sont :

- deux fois moins élevés que dans les cours à temps partiel;
- un peu plus élevés à Montréal que dans les régions;
- un peu plus élevés vers la fin du parcours de formation.

Dans les cours **réguliers à temps partiel**, les taux de décrochage observés sont :

- comparables à ce qu’on observe généralement chez les chercheurs d’emploi inscrits à la formation générale des adultes (35 %¹);
- plus élevés durant les cours les plus intensifs.

Dans les **cours spécialisés à temps partiel**, les taux de décrochage observés sont :

- moins élevés que dans les autres cours à temps partiel;
- plus élevés en 2006-2007 que l’année précédente, particulièrement pour les cours à 4 heures/semaine où le décrochage était exceptionnellement faible en 2005-2006.

1. MESS, (2002) in POULIN, D. (2004). La lutte au décrochage scolaire chez les adultes.
(http://www.natcon.org/natcon/papers/natcon_papers_2004_Daniel_Poulin.pdf), p.2.

QUESTION 53

**COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS
LE MINISTÈRE TEL QUE PRESCRIT PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES
ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS
(CHAPITRE A-2.1)**

La liste de classement du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles reproduit le Plan ministériel de classification¹. Afin de faciliter le repérage des documents, elle comprend six sections :

1. Des notes explicatives
2. Les plans de classification abrégés :
 - *Dossiers de gestion*
 - *Dossiers d'exploitation*
3. Un index alphabétique
4. Le plan de classification détaillé des dossiers de gestion
5. Le plan de classification détaillé des dossiers d'exploitation
6. Le plan de classification détaillé des dossiers nominatifs

L'ensemble forme un document de quelque 360 pages.

p. j. : Section 2 de la liste ministérielle de classement

¹ En vertu des modifications apportées à la Loi sur l'accès le 14 juin 2006, le plan de classification des documents du Ministère tiendra lieu de liste de classement à partir du 14 juin 2007.

PLAN DE CLASSIFICATION ABRÉGÉ DOSSIERS DE GESTION

2005-09-15

000-099 LEGISLATION ET RÉGLEMENTATION	100-199 ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET GESTION DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS	200-299 FINANCES, VÉRIFICATION ET ÉVALUATION	300-399 RESSOURCES HUMAINES	400-499 RESSOURCES MATÉRIELLES
010 – Documents constitutifs 011 – Statuts et chartes 012 – Histoire du Ministère	110 – Politiques, directives et procédures 111 – Politiques administratives 112 – Directives, normes et procédures administratives 113 – Délégation des pouvoirs de signature 114 – Directives, normes et procédures du Ministère 115 – Guide de procédures de sélection (GPS)	210 – Gestion financière 212 – Plan de gestion financière du Ministère 213 – Structure budgétaire 214 – Programmation budgétaire	310 – Organisation et contrôle des effectifs 311 – Plan d'organisation administrative supérieure (POAS) 312 – Plan d'organisation administrative inférieure (POAI) 313 – Classification des emplois 314 – Description, analyse et évaluation des emplois 315 – Cahier des effectifs	410 – Achats et approvisionnements 411 – Réquisitions au Service des ressources matérielles 413 – Réquisitions à la Direction générale de l'approvisionnement 414 – Commandes ouvertes
020 – Mémoires 021 – Mémoires au Conseil des ministres 022 – Autres mémoires	120 – Planification 121 – Dossiers majeurs 122 – Objectifs opérationnels 123 – Planification du travail 124 – Rapport annuel 125 – Rapports d'activités	220 – Préparation du budget 221 – Revue des programmes 222 – Prévisions détaillées des crédits 223 – Étude des crédits	320 – Dotation 322 – Politique de dotation 323 – Offres de service 324 – Dotation en personnel régulier 325 – Dotation en personnel occasionnel, contractuel et autres 327 – Cartes d'identité	420 – Aménagement et utilisation des locaux 421 – Acquisition et aménagement des locaux et des immeubles 422 – Entretien et réparation 423 – Affichage et signalisation 424 – Utilisation des locaux 425 – Stationnement 426 – Surveillance, sécurité et évacuation 427 – Services de premiers soins
030 – Projets de loi et projets de règlement 030A – Projets de loi et projets de règlement en rapport avec la compétence du ministère 030B – Autres projets de loi qui ne sont pas directement reliés à la compétence du ministère	130 – Gestion des technologies de l'information 131 – Coordination des t.i. 132 – Demandes des usagers 133 – Gestion des projets informatiques 134 – Doc. technique des systèmes 135 – Infrastructure technologique et réseau 136 – Exploitation des systèmes 137 – Support aux usagers 138 – Systèmes d'information aux fins de gestion	230 – Modification du budget 231 – Virements de fonds 232 – Demandes additionnelles de crédits 234 – Réaménagement budgétaire	330 – Organisation de la carrière 331 – Accueil et intégration du personnel 332 – Évaluation du rendement 333 – Permanence 334 – Avancement d'échelon 335 – Changement de grade et avancement de classe 336 – Aide aux employé(e)s 337 – Cessation d'emploi	430 – Mobilier, fournitures, matériel et équipements 431 – Approvisionnement 433 – Inventaire 434 – Entretien et réparation 436 – Prêts d'équipement 437 – Disposition et récupération des biens 438 – Plans d'équipement
040 – Lois et règlements 040A – Lois et règlements qui sont directement reliés à la compétence du ministère 040B – Autres lois et règlements qui ne sont pas directement reliés à la compétence du ministère	140 – Organisation du travail 141 – Accès à l'information 142 – Gestion des documents 143 – Gestion des formulaires 144 – Étude du fonctionnement et des méthodes de travail	240 – Suivi du budget 241 – Suivi de l'évolution du budget 242 – Gestion des engagements 243 – Gestion des paiements 244 – Gel des crédits et crédits périmés 245 – Fonds locaux (petite caisse) 247 – Rapports SYGBEC	340 – Développement des ressources humaines 341 – Plan annuel de développ. 342 – Programmes de développ. 343 – Réalisation et suivi du plan annuel 344 – Comités de perfectionnement 345 – Fichiers des ressources	440 – Ressources documentaires 441 – Monographies 442 – Périodiques 443 – Ouvrages de référence
050 – Ententes	150 – Statistiques, études, recherches 151 – Statistiques 152 – Études et recherches du Ministère 153 – Études et recherches externes	250 – Gestion des revenus 251 – Revenus en vertu des ententes – PNFE 252 – Revenus en vertu des ententes – Manuels scolaires 253 – Revenus en vertu des ententes – Citoyenneté 255 – Autres revenus	350 – Présence au travail 351 – Horaire de travail 352 – Fermeture des bureaux 353 – Travail à temps partiel 354 – Assiduité 355 – Absence pour activités syndicales 356 – Congé sans traitement à traitement différé	450 – Télécommunications 451 – Réseau téléphonique 452 – Répertoires téléphoniques 453 – Télécopieurs 454 – Abonnements à des banques de données externes 456 – Télégrammes
060 – Décrets et décisions du gouvernement 061 – Décrets du Conseil des ministres 062 – Décisions du Conseil des ministres 063 – Décrets (arrêtés) ministériels		260 – États financiers et vérification 261 – États financiers 262 – Contrôle et vérification 263 – Vérification interne 264 – Commission des engagements financiers 265 – Rapports aux organismes centraux	360 – Rémunération, primes et allocations 361 – Administration de la paie	460 – Services des postes et de messageries 461 – Courrier interne 462 – Service gouvernemental 463 – Firmes de messagerie 464 – Postes Canada
070 – Décisions du Conseil du trésor 072 – Gestion des ressources humaines 073 – Gestion financière 074 – Gestion des ressources matérielles	170 – Communications 171 – Plans et programmes de communication 172 – Publications du Ministère 173 – Utilisation des langues 174 – Documents graphiques et audiovisuels 175 – Campagnes d'information et de publicité 176 – Relations avec les médias 177 – Événements spéciaux 178 – Campagnes de sollicitation 179 – Relations entre les unités	270 – Évaluation des programmes et des services du ministère 271 – Techniques et outils d'évaluation 272 – Plans et programmes d'évaluation 273 – Études et rapports d'évaluation	370 – Avantages sociaux, santé et sécurité au travail 371 – Régimes d'assurance 372 – Régimes de retraite 374 – Santé et sécurité au travail 375 – Autres avantages sociaux	470 – Véhicules 471 – Spécifications 472 – Achats, échanges et locations 473 – Immatriculation et assurances 474 – Accidents 475 – Entretien, réparation et utilisation 476 – Cartes de crédit
080 – Matières juridiques 080A – Litiges et poursuites pénales 080C – Études juridiques 081 – Commissions de commissaire à l'assermentation	180 – Affaires et relations extérieures 181 – Relations internationales 182 – Relations féd.-prov. 183 – Relations interprovinciales 184 – Relations avec les ministères et les organismes du gouv. Québec 185 – Relations avec les autres organismes 186 – Relations avec les clientèles 187 – Demandes de communications ou de rectifications d'info. 188 – Relations avec les partis pol.	280 – État des dépenses 281 – Coûts reliés à l'accord Canada-Québec 282 – Coûts des services dispensés aux revendicateurs du statut de réfugié 283 – Coûts des produits et services 284 – Dépenses inhérentes au développement régional 285 – Dépenses inhérentes à la culture	380 – Relations du travail 381 – Conventions collectives 382 – Conditions de travail des employés non syndiqués 383 – Syndicats et associations professionnelles 384 – Comités ministériels de relations professionnelles (CMRP) 385 – Grievs et appels 387 – Grèves et lock-out 388 – Règles d'éthique 389 – Mesures administratives ou disciplinaires	480 – Reprographie 481 – Services de reprographie 482 – Microfilms
	190 – Comités, colloques, réunions 191 – Comités et conseils 193 – Réunions au niveau supérieur 194 – Autres réunions 195 – Conférences, congrès, colloques et séminaires 196 – Associations et autres regroupements		390 – Dossiers des employé(e)s	490 – Acquisition de biens et services 491 – Documents d'appel d'offres 494 – Contrats

PLAN DE CLASSIFICATION ABRÉGÉ
DOSSIERS D'EXPLOITATION

2003-12-18

500-599 IMMIGRATION	600-699 INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	700-799 INTÉGRATION LINGUISTIQUE	800-899 RELATIONS CIVIQUES ET POPULATION	900-999 AUTRES MISSIONS DU M.R.C.I.
510 – Politiques et niveaux d'immigration Politiques d'immigration Niveaux d'immigration	610 – Politiques d'intégration socio-économique	710 – Clientèles 711 – Données générales et spécifiques sur les clientèles 712 – Études sur les clientèles	810 – Politiques de relations civiques et de population	910 – Intégration des femmes immigrantes et des communautés culturelles
520 – Programmes d'immigration permanente 521 – Catégorie des indépendants 522 – Catégorie : famille 523 – Réfugiés 524 – Revendicateurs du statut de réfugié 525 – Autres	620 – Programmes d'intégration sociale 621 – Accueil 622 – Programmes relatifs au logement 623 – Programmes de santé et de services sociaux	720 – Politiques d'intégration linguistique 721 – Politiques d'intégration linguistique 722 – Planification des activités d'intégration linguistique	820 – Programmes de relations civiques et de population 821 – Conception des programmes 822 – Mise en œuvre des programmes 823 – Application des programmes	
530 – Programmes d'immigration temporaire 531 – Travailleurs temporaires 532 – Étudiants 533 – Cas médicaux	630 – Programmes d'intégration économique	730 – Programmes et services d'intégration linguistique 731 – Programmes fédéraux 732 – Programmes et services d'intégration linguistique en réseaux institutionnels 733 – Programmes et services d'intégration linguistique en partenariat 734 – Programmes et services d'intégration linguistique offerts dans le secteur privé 735 – Cours de français à l'étranger 736 – Autres programmes d'intégration linguistique	830 – Participation civique 831 – Éducation civique 832 – Promotion de la citoyenneté 833 – Hommage au civisme – Dossiers de propositions	930 – Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis 931 – Conception du programme 932 – Mise en œuvre du programme 933 – Dossiers des bénéficiaires du programme
		740 – Développement pédagogique 741 – Politiques de développement pédagogique 742 – Programmes d'études de base et adaptés 743 – Matériel didactique 744 – Formation et perfectionnement des maîtres	840 – Droits de la personne	
	650 – Programmes d'intégration aux études et au marché du travail 651 – Référence scolaire et professionnelle 652 – Information scolaire 653 – Information professionnelle 654 – Counseling d'orientation 655 – Reconnaissance des acquis	750 – Politiques et programmes de promotion de l'apprentissage de la langue française 751 – Politiques de promotion de l'apprentissage de la langue française 752 – Programmes de promotion de l'apprentissage de la langue française	850 – Relations entre les collectivités 851 – Gestion de la diversité 852 – Adaptation des organisations 853 – Pluralisme et rapprochement interculturel 854 – Groupes religieux et relations interconfessionnelles 855 – Lutte au racisme 856 – Autres projets d'intervention auprès des collectivités	
560 – Programmes humanitaires 561 – Programmes spéciaux 562 – Situation des réfugiés	660 – Programmes de régionalisation	760 – Mesures des connaissances et évaluation des apprentissages 761 – Politiques d'évaluation 762 – Évaluation des connaissances et des apprentissages	860 – Organismes non gouvernementaux 860A – Renseignements généraux sur les groupes d'appartenance 860B – Renseignements spécifiques sur les groupes d'appartenance 860C – Organismes non gouvernementaux – Dossier général 860D – Organismes non gouvernementaux – Demandes d'aide financière	
570 – Services aux gens d'affaires			870 – Coordination gouvernementale en matière de relations interculturelles 871 – Plan d'action gouvernemental en matière d'intégration des immigrants et des membres des communautés culturelles 872 – Coordination du réseau des répondants 873 – Autres	
580 – Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger			880 – Relations avec les jeunes et les aînés	
590 – Missions				

DOSSIERS NOMINATIFS

1100	1200	1300	1400	1500
Cas de représentation	Candidats à l'immigration permanente	Candidats aux séjours temporaires	Garants	Gens d'affaires
1600	1700	1800		
Accueil et soutien	Évaluation et référence scolaire et professionnelle	Stagiaire en formation linguistique		

Centre de gestion documentaire

Direction des affaires publiques et des communications

QUESTION 54

ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008

Le Plan d'action Québec-Régions a été annoncé par le premier ministre et le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones en novembre 2002 à la suite du Rendez-vous national des régions. Le plan avait un horizon de 2005. Les actions suivantes, en lien avec le rôle de l'immigration dans le développement des régions, représentent la suite de certaines orientations énoncées dans ce plan ainsi que d'autres précisées dans le Plan d'action 2004-2007 Des valeurs partagées, des intérêts communs.

Étudiants étrangers

- Accélérer le traitement des demandes des candidats intéressants pour les régions en offrant un service personnalisé aux étudiants étrangers en région pour leurs démarches d'immigration permanente
 - Les Services d'immigration du Québec (SIQ) en Outaouais, en Estrie, en Mauricie, en Montérégie et dans la Capitale-Nationale offrent un service personnalisé aux étudiants étrangers en vue de faciliter leurs démarches d'immigration permanente. À cet effet, ces services :
 - informent et conseillent les étudiants au sujet des démarches à entreprendre;
 - les aident à remplir les documents;
 - les informent de l'état d'avancement de leur dossier.
 - Quatre SIQ ont également tenu un total de 20 séances d'information sur les campus en 2006-2007, auprès des étudiants intéressés à s'établir de façon permanente. Le SIQ de l'Outaouais a pour sa part misé sur des rencontres individuelles.
 - Tout comme pour les exercices précédents, aucun budget additionnel n'est prévu en 2007-2008 pour assurer la poursuite de cette mesure, assumée à même les budgets de fonctionnement respectifs de chaque SIQ.
- Déployer des activités visant à augmenter le nombre d'étudiants étrangers dans les établissements de niveau postsecondaire des régions (Mesure 10).

ÉduQuébec-Régions

- Conclue à l'automne 2003, une entente de partenariat avec les universités du Québec situées en Abitibi-Témiscamingue, au Bas-Saint-Laurent, en Mauricie, en Outaouais et au Saguenay-Lac-St-Jean, ainsi qu'avec Cégep International, au nom des 14 cégeps publics de ces mêmes régions, vise à promouvoir les programmes d'études et les établissements en région auprès des étudiants étrangers. Cette entente donne lieu à des activités de promotion communes avec les partenaires de ce projet, sous la bannière ÉduQuébec-Régions.
- Le projet a bénéficié d'une subvention initiale non récurrente de 300 000 \$ du ministère de l'Éducation du Québec, pour l'élaboration et les mises à jour du matériel promotionnel.
- En 2005-2006, les dépenses de fonctionnement reliées aux activités d'ÉduQuébec-Régions ont été de 74 000 \$, incluant les frais de déplacement à l'étranger.
- En 2006-2007, un total de cinq missions de promotion ont été réalisées, dont trois en France et deux au Mexique et ce, dans 11 villes différentes. Les dépenses annuelles de fonctionnement se sont ainsi élevées à 71 000 \$.

QUESTION 54

- ÉduQuébec-Régions fait l'objet d'une évaluation de programme afin d'en mesurer les effets et de définir son orientation future. Les résultats de cette évaluation seront disponibles en 2007.

Île de la Réunion

- Amorçées sous la bannière ÉduQuébec-Régions, en 2003 et dans le cadre d'un partenariat entre le Ministère et le Conseil Régional de la Réunion, les missions à l'Île de la Réunion sont devenues une activité distincte de promotion et de recrutement d'étudiants, dès l'automne 2004.
- Depuis lors, le Ministère organise, en collaboration avec le Conseil Régional de la Réunion, une mission annuelle afin de recruter à la Réunion des étudiants pour la rentrée scolaire de l'automne suivant. Ces missions regroupent des établissements d'enseignement post-secondaire des régions ainsi que des représentants de Conférences régionales des élus.
- En 2005-2006, les dépenses de fonctionnement liées au dossier de la Réunion ont totalisé quelque 23 000 \$. La mission 2005 a contribué à la venue de 275 étudiants de niveau collégial en région, à l'automne 2006.
- En 2006-2007, les dépenses de fonctionnement liées à la Réunion ont représenté 29 000 \$.
- Une entente de coopération en matière de mobilité a été conclue en février 2007 pour une durée de trois ans.
- Des dépenses comparables sont prévues pour 2007-2008.

Travailleurs temporaires étrangers

- Accélérer le traitement des demandes des candidats intéressants pour les régions en offrant un service personnalisé aux travailleurs temporaires étrangers en région pour leurs démarches d'immigration permanente.
 - Le MICC a continué, au cours de l'année 2006-2007, d'offrir un service personnalisé aux travailleurs temporaires étrangers dans les SIQ en région, soit en Outaouais, en Estrie, en Mauricie et dans la région de Québec. Ce service a pour objectif de faciliter leurs démarches d'immigration permanente :
 - information et conseils sur la démarche d'immigration;
 - aide pour compléter les documents;
 - entrevues au Québec, si possible.
- Amorcer les procédures pour la demande de certificat d'acceptation du Québec du travailleur temporaire recruté par l'employeur, dès la signature du contrat de travail lors de l'entrevue réalisée dans le cadre d'une mission de recrutement à l'étranger.
 - Depuis 2001-2002, le ministère donne ce service dans le cadre de missions de recrutement des travailleurs temporaires à l'étranger. Lors de ces missions, des conseils et de l'information sur les démarches d'immigration permanente sont également offerts aux travailleurs étrangers qui sont intéressés.

QUESTION 54

- S'entendre avec Citoyenneté et Immigration Canada sur des modalités accélérées de traitement de permis de travail pour des travailleurs temporaires se destinant en région.
 - En 2003-2004, le ministère a convenu avec CIC que les demandes des travailleurs recrutés dans le cadre de mission de recrutement soient traitées individuellement, que ceux-ci se destinent en région ou non. Ces demandes sont préalablement identifiées et référées par le MICC aux Bureaux canadiens des visas qui ont à traiter les demandes de permis de travail pour ces travailleurs temporaires.
 - En 2005-2006, l'entrée en vigueur des modifications au Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers permet dorénavant une meilleure adéquation entre la sélection des candidats à l'immigration de la catégorie des travailleurs se destinant au Québec et les besoins des employeurs. Dans le cadre de ces changements, les candidats détenant une offre d'emploi validée se voient accorder des points supplémentaires, plus élevés pour les offres d'emploi en région.
 - En 2006-2007, des pourparlers se sont poursuivis avec CIC pour convenir de modalités de traitement accéléré pour les travailleurs sélectionnés par le Québec qui sont détenteurs d'une offre d'emploi validée.

Francisation – s'associer avec des établissements d'enseignement en région

- En 2000, le Ministère a ainsi entrepris une réforme de l'offre de service en francisation afin de localiser la dispensation des cours chez des partenaires institutionnels francophones (collèges et universités) et des partenaires du milieu communautaire. En août 2004, le Ministère a complété cette réforme avec le déploiement de la totalité des classes de francisation chez les partenaires.
- Parallèlement à l'offre de service du MICC, les commissions scolaires sont aussi très présentes en francisation. Dans toutes les régions du Québec, les commissions scolaires offrent des cours de français aux immigrants, certaines après entente avec le MICC et d'autres de leur propre initiative, dans le cadre de leurs activités de formation des adultes.

Ententes régionales

- Susciter l'engagement des acteurs régionaux et à établir avec eux des partenariats tenant compte des spécificités régionales.
 - Le Programme régional d'intégration (PRI) vise à augmenter l'établissement et la rétention des immigrants en dehors de la région métropolitaine de Montréal, par l'amélioration des conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration. Il vise également à valoriser auprès des populations des régions l'apport économique, social et culturel de l'immigration. Ce programme permet de financer des projets présentés par des organismes communautaires et également de financer d'autres partenaires.
 - Le gouvernement s'est engagé à accélérer la signature d'ententes de régionalisation de l'immigration avec les conférences régionales des élus (CRÉ) et les municipalités lors du Forum des générations en octobre 2004. Le financement confié à ces partenaires provient du PRI.

QUESTION 54

- Le Ministère a accéléré la cadence quant à la réalisation des plans d'action régionaux et des ententes de régionalisation :
 - **Dix plans d'action régionaux** ont été lancés : Capitale-Nationale (mai 2004), Estrie (mars 2005), Saguenay-Lac-Saint-Jean (avril 2005), Laval (octobre 2005), Mauricie (novembre 2005), agglomération de Longueuil (novembre 2005), est de la Montérégie (novembre 2005), Centre-du-Québec (mars 2006), Outaouais (août 2006) et Laurentides (février 2007).
 - **Cinq ententes avec des municipalités** ont été signées ou reconduites (voir tableau page suivante).
 - **Dix ententes avec des CRÉ** ont été annoncées (voir tableau page suivante).
 - 20 projets de régionalisation portés par des organismes ont été financés par le MICC en 2006-2007.
- **SUBVENTIONS ACCORDÉES AU PROGRAMME RÉGIONAL D'INTÉGRATION (PRI) :**

	2006-2007
Subventions accordées aux ententes avec des CRÉ et des municipalités	1 715 000 \$
Subventions accordées à des organismes	901 377 \$
Total des subventions	2 616 377 \$
Montants versés	3 706 924 \$

Autres services en région

- Cinq services Immigration-Québec (SIQ), comprenant trois autres points de service qui couvrent 16 régions administratives.
- Des partenariats établis avec 31 organismes communautaires qui reçoivent du financement dans le cadre du Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants.
- 60 projets portés par des organismes et financés dans le cadre du Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles.
- 5 partenaires qui bénéficient de l'enveloppe Exercice de la citoyenneté.
- 32 partenaires financés en vertu du Programme régional d'intégration, dont des municipalités et des conférences régionales des élus.

Résultats

- Parmi les immigrants admis de 2001 à 2005, ce sont 29 325 qui résidaient hors de la région métropolitaine de Montréal (RMM) en janvier 2007. Ce nombre représente une hausse de 12 086 par rapport au 17 239 immigrants admis au Québec de 1996 à 2000 qui résidaient hors de la RMM en janvier 2002. Non seulement s'agit-il d'une augmentation de 70 % en nombre absolu, mais la proportion d'immigrants résidant hors de la RMM sur le total des immigrants admis est passée de 16,4 % en janvier 2002 à 17,8 % en janvier 2007. On observe que cette augmentation de la proportion d'immigrants en région est constante et encourageante.

QUESTION 55

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES EN 2006-2007 AFIN DE PROMOUVOIR
L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS EN RÉGION**

Le Ministère a entrepris les actions suivantes afin de promouvoir l'intégration des immigrants en région :

- L'approche générale du Ministère en matière d'intégration des immigrants en région repose sur le partenariat avec les forces vives du milieu, par le biais de la mise en œuvre, depuis mai 2004, du Plan d'action gouvernemental *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, qui comporte 5 axes d'intervention :
 1. Une immigration correspondant aux besoins du Québec et respectueuse de ses valeurs;
 2. L'accueil et l'insertion durable en emploi;
 3. L'apprentissage du français : un gage de réussite;
 4. Un Québec fier de sa diversité;
 5. Une Capitale nationale, une métropole et des régions engagées dans l'action.
- Le lancement de dix plans d'action régionaux, adaptés aux spécificités régionales et qui prévoient plusieurs mesures pour favoriser l'intégration des immigrants en région. Ces mesures s'inscrivent à l'intérieur de chacun des axes d'intervention du plan d'action gouvernemental, qu'il s'agisse de déployer des efforts de promotion et d'information à l'étranger ou auprès des nouveaux arrivants établis à Montréal, d'offrir des mesures d'accompagnement pour accélérer la démarche d'intégration, d'encourager les entreprises et les organismes publics à accueillir et à maintenir en emploi une main-d'œuvre diversifiée, d'accélérer l'apprentissage du français par des services adaptés aux besoins ou de promouvoir l'ouverture à la diversité en encourageant le rapprochement et le dialogue interculturels. Les plans d'action régionaux rendus publics à ce jour sont les suivants : Capitale-Nationale (mai 2004), Estrie (mars 2005), Saguenay-Lac-Saint-Jean (avril 2005), Laval (octobre 2005), Mauricie (novembre 2005), agglomération de Longueuil (novembre 2005), est de la Montérégie (novembre 2005), Centre-du-Québec et ses cinq MRC (mars 2006), Outaouais (août 2006) et Laurentides (février 2007).
- La signature de dix ententes avec des conférences régionales des élus (CRÉ) visant la régionalisation de l'immigration : CRÉ de l'Estrie (octobre 2005), CRÉ de Montréal (octobre 2005), CRÉ de la Chaudière-Appalaches (janvier 2006), CRÉ et Ville de Laval (mars 2006), CRÉ du Saguenay-Lac-Saint-Jean (mars 2006), CRÉ de Longueuil (avril 2006), CRÉ de la Mauricie (août 2006), CRÉ de la Montérégie-Est (août 2006), CRÉ du Bas-Saint-Laurent (octobre 2006) et CRÉ de la Capitale-Nationale (novembre 2006). Ces ententes permettent la mise en œuvre des plans d'action régionaux et prévoient une grande décentralisation de la prise de décision en région.
- La ratification de quatre ententes avec des municipalités adaptées aux besoins du milieu : Ville de Sherbrooke (mars 2005), Municipalité de Rawdon (juin 2005), Ville de Montréal (juin 2005) et Ville de Québec (janvier 2006).
- Les services Immigration-Québec, présents dans plusieurs régions du Québec, fournissent de l'information sur les régions du Québec et développent l'accompagnement personnalisé auprès des immigrants, avec le concours des organismes partenaires.
- La révision du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers, entrée en vigueur le 16 octobre 2006, qui valorise les formations prometteuses en fonction des besoins des régions et qui accorde des points supplémentaires aux candidats détenant une offre d'emploi validée en région.

QUESTION 55

- La sélection d'étudiants étrangers qui fréquentent les établissements en région et qui peuvent représenter un bassin potentiel d'immigrants pour les régions. À titre d'exemple, le protocole de coopération avec l'Île de la Réunion, renouvelé le 23 février 2007, qui favorise la venue d'étudiants réunionnais et leur établissement éventuel dans plusieurs régions du Québec.
- Le travail des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger qui fournissent aux candidats potentiels de l'information sur les régions du Québec.
- Le financement de projets dans le cadre du **Programme régional d'intégration (PRI)**. Pour le volet spécifique aux organismes communautaires, ce programme vise à augmenter l'établissement et la rétention des immigrants en dehors de la région métropolitaine de Montréal, par l'amélioration des conditions d'accueil, d'établissement et d'intégration. Il vise également à valoriser auprès des populations des régions l'apport économique, social et culturel de l'immigration. Des projets spécifiques conclus avec des organismes d'accueil et d'intégration (de Montréal et des régions) ciblent les immigrants présents dans la région métropolitaine de Montréal et les incitent à explorer les possibilités d'emploi et d'installation en région. En 2006-2007, le montant a été de 2 600 000 \$ pour 31 projets, incluant les ententes avec les municipalités et les conférences régionales des élus, également financées dans le cadre de ce programme.

Les autres programmes du MICC :

- **Le Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA)** : ce programme d'aide financière est destiné à soutenir les organismes à but non lucratif qui souhaitent apporter leur contribution à l'intégration sociale et économique des nouveaux arrivants à la société québécoise. Il comporte également un volet destiné spécifiquement aux organismes communautaires qui interviennent auprès des réfugiés, notamment en soutenant les premières démarches d'installation telles la recherche de logement, la demande d'assistance-emploi, l'inscription à la Régie de l'assurance maladie du Québec, la demande d'un numéro d'assurance sociale, la demande de la carte de résidence permanente, l'inscription des enfants à l'école.
- **Le Programme d'accueil et d'installation des réfugiés (PAIR)** : ce programme vise exclusivement l'achat de biens et services aux réfugiés pris en charge par le gouvernement.
- **Le Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI)** : ce programme d'aide financière est destiné à soutenir les organismes à but non lucratif qui réalisent des projets visant le développement ainsi que le maintien de relations harmonieuses et constructives entre les groupes et personnes de toutes origines qui forment le Québec d'aujourd'hui.

QUESTION 56

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AFIN DE PROMOUVOIR
L'ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES IMMIGRANTS EN RÉGION**

Le Ministère a entrepris les actions suivantes afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les immigrants en région :

- L'approche générale du Ministère en matière d'intégration des immigrants en région repose sur le partenariat avec les forces vives du milieu, par le biais de la mise en œuvre, depuis mai 2004, du Plan d'action gouvernemental *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, qui comporte 5 axes d'intervention :
 1. Une immigration correspondant aux besoins du Québec et respectueuse de ses valeurs;
 2. L'accueil et l'insertion durable en emploi;
 3. L'apprentissage du français : un gage de réussite;
 4. Un Québec fier de sa diversité;
 5. Une Capitale nationale, une métropole et des régions engagées dans l'action.
- Le lancement de dix plans d'action régionaux, adaptés aux spécificités régionales et qui prévoient plusieurs mesures pour favoriser l'intégration des immigrants en région. Ces mesures s'inscrivent à l'intérieur de chacun des axes d'intervention du plan d'action gouvernemental, qu'il s'agisse de déployer des efforts de promotion et d'information à l'étranger ou auprès des nouveaux arrivants établis à Montréal, d'offrir des mesures d'accompagnement pour accélérer la démarche d'intégration, d'encourager les entreprises et les organismes publics à accueillir et à maintenir en emploi une main-d'œuvre diversifiée, d'accélérer l'apprentissage du français par des services adaptés aux besoins ou de promouvoir l'ouverture à la diversité en encourageant le rapprochement et le dialogue interculturels. Les plans d'action régionaux rendus publics à ce jour sont les suivants : Capitale-Nationale (mai 2004), Estrie (mars 2005), Saguenay—Lac-Saint-Jean (avril 2005), Laval (octobre 2005), Mauricie (novembre 2005), agglomération de Longueuil (novembre 2005), Est de la Montérégie (novembre 2005), Centre-du-Québec et ses cinq MRC (mars 2006), Outaouais (août 2006) et Laurentides (février 2007).
- La signature de dix ententes avec des conférences régionales des élus (CRÉ) visant la régionalisation de l'immigration : CRÉ de l'Estrie (octobre 2005), CRÉ de Montréal (octobre 2005), CRÉ de la Chaudière-Appalaches (janvier 2006), CRÉ et Ville de Laval (mars 2006), CRÉ du Saguenay—Lac-Saint-Jean (mars 2006), CRÉ de Longueuil (avril 2006), CRÉ de la Mauricie (août 2006), CRÉ de la Montérégie-Est (août 2006), CRÉ du Bas-Saint-Laurent (octobre 2006) et CRÉ de la Capitale-Nationale (novembre 2006). Ces ententes permettent la mise en œuvre des plans d'action régionaux et prévoient une grande décentralisation de la prise de décision en région.
- La ratification de quatre ententes avec des municipalités adaptées aux besoins du milieu : Ville de Sherbrooke (mars 2005), Municipalité de Rawdon (juin 2005), Ville de Montréal (juin 2005) et Ville de Québec (janvier 2006);
- La signature de l'Entente interministérielle pour favoriser l'intégration au marché du travail des immigrants et des personnes appartenant aux minorités visibles entre le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, en mai 2004, afin d'établir le partage des responsabilités concernant des mesures d'intégration au marché du travail du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*.
- La participation des directeurs régionaux d'Immigration-Québec aux conseils régionaux des partenaires du marché du travail (CRPMT) — entité associée à Emploi-Québec et composée de membres issus d'une région donnée, représentant les entreprises, la main-d'œuvre, le milieu de l'enseignement, les organismes communautaires et des organismes gouvernementaux de cette région.

QUESTION 56

- La création, en mai 2005, du Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME), conjointement avec Emploi-Québec et avec la collaboration d'Investissement-Québec, qui offre des mesures d'aide à l'emploi aux petites et moyennes entreprises voulant développer leurs habiletés en gestion de la diversité et embaucher des personnes immigrantes nouvellement arrivées et des membres des minorités visibles.
- Le développement d'une approche d'accompagnement personnalisé auprès des personnes immigrantes.
- La conclusion de certains projets spécifiques avec des organismes d'accueil et d'intégration (de Montréal et des régions) qui ciblent les immigrants présents dans la région métropolitaine de Montréal et les incitent à explorer les possibilités d'emploi et d'installation en région.
- La révision du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers entrée en vigueur le 16 octobre 2006, qui valorise les formations prometteuses en fonction des besoins des régions et qui accorde des points supplémentaires aux candidats détenant une offre d'emploi validée en région.
- Le travail des bureaux d'immigration du Québec à l'étranger qui fournissent aux candidats potentiels de l'information sur les régions du Québec.
- La mise sur pied du Service-conseil en relations interculturelles (SCRI) qui offre, depuis plus de deux ans, aux employeurs, aux réseaux d'employeurs et aux directions des ressources humaines, des services d'information, de référence, de consultation, de sensibilisation, de formation et de soutien en matière de gestion de la diversité interculturelle en emploi.
- Le financement, conjointement avec Emploi-Québec, d'un projet de la Fédération des chambres de commerces du Québec (FCCQ) ayant pour but de permettre la réalisation d'ateliers de sensibilisation à la gestion de la diversité ethnoculturelle destinés aux dirigeants d'entreprises. Ces ateliers de sensibilisation sont offerts par l'entremise du réseau des 160 chambres de commerce membres de la fédération et présentes sur tout le territoire du Québec.